

M. Rajiv Gandhi et l'unité indienne

L'ampleur de la victoire remportée par M. Rajiv Gandhi a élargi encore les responsabilités qui pèsent sur ses épaules. Porté par une vague populaire sans précédent dans l'histoire de l'Inde indépendante, son succès a en outre été accueilli avec une satisfaction d'une rare universalité par les grandes capitales étrangères, y compris dans des États voisins souvent enclins à s'inquiéter de la présence d'un pouvoir fort à New-Delhi.

Ce capital de bonne volonté dont bénéficie, à l'intérieur et à l'extérieur, le premier ministre indien lui fait obligation d'agir avec détermination et sans atomisme, sous peine de décevoir ceux qui ont vu en lui le symbole d'une ère nouvelle.

Sa tâche est avant tout politique. Car c'est politiquement qu'il faut d'abord agir, pour donner le coup de fouet nécessaire à une économie nationale qui, en dépit de ses succès, souffre encore d'un mode de développement trop vulnérable et surtout trop inégal. L'action du premier ministre passe ici par des réformes de structures, inévitablement prudentes, mais aussi, sans attendre, par une rénovation des mœurs politiques. C'est d'ailleurs l'un des engagements les plus clairs qu'a pris M. Gandhi en faisant campagne sur le thème de la lutte contre la corruption et le bureaucratisme.

Mais l'Inde émerge d'une période de violences meurtrières dont l'héritage constitue le défi le plus redoutable pour l'autorité du nouveau premier ministre. Une interprétation répandue de sa victoire électorale est que les Indiens ont voté « pour l'unité ». Certes dans la mesure où les hindous, auxquels s'adressait principalement M. Rajiv Gandhi, se sont massivement ralliés à sa personne. Mais cette adhésion de la partie majoritaire de la population indienne laisse entières les problèmes des minorités et des relations intercommunautaires qui ont été à l'origine des troubles les plus récents. A commencer par le sort des sikhs et l'avenir de l'État où ils sont, eux, majoritaires, le Pendjab - et où l'on n'a pas voté la semaine dernière.

M. Gandhi prendrait sans doute les risques les plus graves s'il profitait du mandat qui vient de lui être donné pour s'engager dans la voie d'une centralisation plus grande encore du pouvoir, d'un refus de compromis avec tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans le parti à la tête duquel il a été élu. L'expérience d'Indira Gandhi a montré les limites d'une politique qui, pour une bonne part, consistait à diviser pour régner et tolérer mal que la démocratie puisse parfois jouer à l'avantage de ses adversaires.

La véritable chance offerte par l'immense succès électoral de son héritier est que l'Inde puisse s'orienter vers une forme de vie politique non seulement purifiée mais également moins crispée. C'est l'affaire de nouvelles relations à définir entre le pouvoir central et les différents États de l'Union indienne, concédant à ces derniers une autonomie un peu plus réelle. C'est l'affaire également d'un comportement moins législatif que du Congrès-Indira envers ses adversaires, aujourd'hui écartés. Tant il est vrai qu'il n'est de saine démocratie, à terme, sans l'existence d'une opposition respectable et respectée.

(Lire nos informations page 3.)

Silence judiciaire à Hanoï

Les autorités vietnamiennes restent intransigeantes sur le sort des condamnés à mort

Les autorités vietnamiennes s'enferment dans le silence et se refusent à toute indication sur le sort des cinq personnes condamnées à mort pour trahison et espionnage le 18 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville. Alors que venait à expiration le délai maximum pour un éventuel recours en grâce, l'absence de tout contact avec l'AAP à Hanoï, il était impossible de savoir, mardi matin 1^{er} janvier, si les condamnés avaient été ou non exécutés.

On sait que l'un d'eux, M. Mai Van Hanh, cinquante-six ans, est reconnu à Paris comme ressortissant français. Un second, M. Tran Van Ba, trente-neuf ans, revendique aussi la nationalité française. Tel n'est pas l'avis du gouvernement de Hanoï, et il semble, toujours selon l'AAP, qu'une demande formulée par les représentants diplomatiques de la France au Vietnam pour entrer en contact au moins avec M. Mai Van Hanh soit restée sans suite. Des responsables vietnamiens ont déclaré à ce propos que le condamné ne saurait bénéficier de la protection consulaire, étant en fait de nationalité vietnamienne.

C'est aussi le point de vue qu'a soutenu lundi l'ambassadeur du

Vietnam à Paris, M. Ha Van Lau. Interrogé par l'AFP, le diplomate a soutenu que les cinq condamnés sont « des sujets vietnamiens qui se sont vendus à l'étranger pour se livrer à des activités qui sont considérées comme des crimes de haute trahison contre leur propre pays ». M. Ha Van Lau ne paraît pas être par les multiples appels qui lui sont adressés ni par le tort causé à son pays par les condamnations Ho-Chi-Minh-Ville, voire par d'éventuelles exécutions.

(Lire la suite page 3.)

Sommet nippo-américain à Los Angeles

Stratégie et commerce seront au centre des entretiens Reagan-Nakasone

De notre correspondant

Tokyo. — Le creusement, considérable, du déficit commercial au détriment des États-Unis, les lenteurs de l'ouverture du marché japonais et la sous-évaluation endémique du yen auront-ils plus d'effet sur l'atmosphère et les résultats du « sommet » nippo-américain qui s'ouvre le 2 janvier à Los Angeles que les gestes, notables, consentis par le premier ministre du Japon,

Découpage cantonal : la bataille de mars

Le PS peut-il limiter son recul ?

« Les Français, remarque M. Mitterrand, se divisent à tout propos. » Le chef de l'État, en leur adressant ses vœux, lundi soir, a vanté les vertus de la « tolérance » afin que soient réglés dans les meilleures conditions les problèmes de l'heure, chômage, sécurité, Nouvelle-Calédonie.

L'appel à l'unité fait partie du rituel obligé des allocutions présidentielles. Mais cette fois, il s'impose à un pouvoir politique que les sondages donnent en déshérence à l'aube d'une année de bataille électorale. En mars, les socialistes affronteront une échéance difficile — les élections cantonales — que les partis politiques abordent comme une séance d'échauffement avant les législatives du printemps 1986.

Le Journal officiel vient de publier une première liste de découpages cantonaux. Ce genre d'opération est présenté par tout gouvernement, quel qu'il soit, comme une adaptation aux évolutions démographiques et aux nécessités du respect de la démocratie. L'opposition, quelle qu'elle soit, proteste contre un « charivari » destiné, selon elle, à sauver les meubles d'une majorité en difficulté. Les partis politiques qui, comme les Français, « se divisent à tout propos », n'éviteront pas les polémiques.

Il n'y a pas de petits profits. L'opposition, qui s'efforce d'en tirer de gros du chômage, du sentiment d'insécurité, de la situation en Nouvelle-Calédonie, ne négligera pas pour autant ce sujet mineur. C'est la règle.

On ne gagne pas une élection en changeant le mode de scrutin. On ne gagne pas davantage par le découpage. Ce n'est pas pour l'empêcher que M. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, avait créé cent soixante-cinq cantons supplémentaires avant la dernière consultation de ce genre, en mars 1982 (M. Joxe a prévu d'en créer, cette fois, cent à cent cinquante). Les socialistes n'en avaient pas particulièrement bénéficié, et ce, au sein, dix mois après les victoires de 1981, fut considéré comme un échec sévère pour la gauche (buit présidences de conseils généraux perdues) sans circonstances atténuantes.

Le malheur, pour la gauche, c'est qu'il faudra comparer son résultat de mars prochain non pas avec celui du début de 1982, mais avec celui d'une étape, 1979, de la marche vers la conquête du pouvoir.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 12.)

Le monde en 1984 vu par Plantu

(voir nos dessins page 2)

Stagnation de la délinquance et de la criminalité à Paris

(lire page 5 l'article d'EDWY PLENEL)

Dans le fief des guérilleros du Sentier lumineux

Ayacucho vit avec la mort

Près d'une centaine de personnes disparaissent tous les mois à cause de la lutte qui oppose les forces de sécurité péruviennes aux guérilleros maïstes du mouvement Sentier lumineux, a déclaré le 26 décembre, dans une interview à la revue *Caritas*, le maire d'Ayacucho, M. Leonor Zamora. Ayacucho, dans les Andes, est l'épicentre du phénomène de lutte armée au Pérou. Notre correspondant Nicole Bonnet en revient.

Ayacucho. — Indifférents aux écoliers, aux roulements du tonnerre et à l'onde qui s'abat sur la ville, les policiers tiennent le temps dans les gares, dans les rues, dans les boîtes de nuit, sur le rythme tropical de la salsa. C'est le début de la saison des pluies dans les Andes.

Ayacucho, le fief des guérilleros du Sentier lumineux depuis quatre ans, réapparaît à la fois à six mois, c'était une ville morte. A partir de 18 heures, bien avant le couvre-feu, les cinquante mille habitants se barricadaient dans leurs logis, prêtant l'oreille aux aboiements des chiens, aux coups de feu, à l'explosion des charges de dynamite, et priaient Dieu de n'être victimes ni d'une rafale ni d'un attentat terroriste.

Aujourd'hui, le climat de détente est perceptible dès la descente d'avion : les passagers ne sont plus accueillis par une double file de soldats en treillis, brandissant nerveusement leurs armes. Le contrôle d'identité et la fouille sont aussi minotiers, mais presque courtois. De l'aéroport au centre-ville, le paysage aussi s'est transformé. La présence militaire est plus discrète. Et les murs blanchis à la chaux, couverts des consignes écarlates des sandénistes, ont été débarrassés tant bien que mal.

De notre envoyée spéciale

Devant la mairie, des écoliers défilent en brandissant des pancartes faisant allusion à la prochaine visite du pape Jean-Paul II. « Dans le ciel bleu d'Ayacucho, la colombe blanche de la paix va bientôt apparaître... » Leur d'espérance qui parvient presque à faire oublier les médecins légistes qui pratiquent, à la morgue, l'autopsie des dix derniers cadavres découverts dans une fosse commune.

La population s'est habituée à l'horreur, à la mort et même aux charniers. Le 13 juillet, la découverte des huit premiers cadavres, près de Huana, provoquait un haut-le-cœur général. Scellement renouvelé le lendemain après l'exhumation de quatre autres corps. Le 1^{er} août, c'était le massacre des huit évangelistes. Puis, le 2, la disparition du journaliste Jaime Ayala. Le 22 août, cinquante cadavres dans les huit fosses de Pucayacu. Le 25 octobre, encore trente-trois, etc. On ne les compte plus.

Apparemment, le gouvernement semble avoir donné des ordres assez stricts aux troupes cantonnées dans la ville, afin d'éviter de nouveaux scandales qui ne manqueraient pas de précipiter la détérioration de l'image démocratique de l'équipe au pouvoir.

NICOLE BONNET.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Famille

M. Mitterrand a eu, à l'occasion des vœux qu'il a présentés aux Français, un langage et un ton de père de famille. Il nous a sermonnés, avec ce qui convient de fermeté et d'indulgence. Ainsi réunit-on ses enfants pour leur donner les premières consignes et les résolutions de l'An nouveau.

« Un pays, a-t-il insisté, est comme une famille. » Mais on voit aujourd'hui plus de familles à problèmes que de familles soudées. Tout est donc à craindre. Loin des vœux, près des urnes : dès demain, la chamaille reprend.

BRUNO FRAPPAT.

Cinéma 1984

Une année en cache toujours une autre

L'année commence en jazz avec Francis Coppola et les fastes de *Cotton Club*. Dès sa sortie le samedi 9 janvier, avec *Love Streams*, de John Cassavetes, *Kaos*, des frères Taviani, et deux découvertes du dernier Festival de Cannes : *Stranger than Paradise*, de Jim Jarmusch, et *Another Country*, de Marik Kaniewska.

Dès s'annoncent pour les écrans cet hiver les *Favorites de la lune*, d'Otar Iosseliani. Je vous salue Marie, de Jean-Luc Godard. Après la répétition, d'Ingmar Bergman. Cannes égrènera sa compétition 84 : le *Voyage à Cythère*, de Theo Angelopoulos, les *Saints Innocents*, de Mario Camus, *The Element of Crime*, de Lars Von Trier. Les films suivent le quotidien qui les suit, et dans le prochain Dailly, la *Vie de famille*, le

héros ne peut plus supporter Carmen. Une année chassée l'autre.

Carmen de son prénom, vue par Godard, *Carmen*, par Rosi et Julia Migenes-Johnson, 1984, année Carmen. Mais Carlos Saura et Peter Brook avaient envoyé le « toréador » dans nos arènes dès 1983. 1983-1984 : la chance d'une continuité plénière que ne vient dégrader aucune vague. 1983 a vu *Fanny et Alexander* (Bergman), et 1984, *E la nave va* (Fallaci). Du côté des jeunes espoirs français, une année c'est Aline Issermann, une autre, Léos Carax.

En mars, les Césars entérinent le coup de cœur du public et des critiques pour *A nos amours* (Maurice Pialat, avec Sandrine Bonnaire). A ce niveau-là, toute une génération tient sa place avec beaucoup d'allant : Jacques Rivette (*L'Amour par terre*),

Eric Rohmer (*Les Nuits de la pleine lune*), Alain Resnais (*L'Amour à mort*), Claude Lelouch, lui, a effacé avec *Viva la vie* l'échec d'*Edith et Marcel*.

Au box-office, les révolutions signalées ne sont pas spontanées, at l'on termine comme on a commencé. *Marche à l'ombre*, de Michel Blanc, sacre le triomphe de l'esprit café-théâtre, le triomphe du Splendid. Le 25 décembre, il en était à plus d'un million deux cent mille entrées à Paris. Décembre-janvier 1984 : même esprit, même équipe, et même producteur, Christian Fiechter, passé depuis chez Gaumont (la vieille maison reste avisée), où le secteur distrait n'avait pas suivi la réajustement de sa clientèle. Christian Fiechter, donc, lance à l'époque Papy fait de la résistance.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 7.)

JALWESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme sortent bon les

à partir de 12,500 francs, vendredi 4 janvier.

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour femme sortent bon les

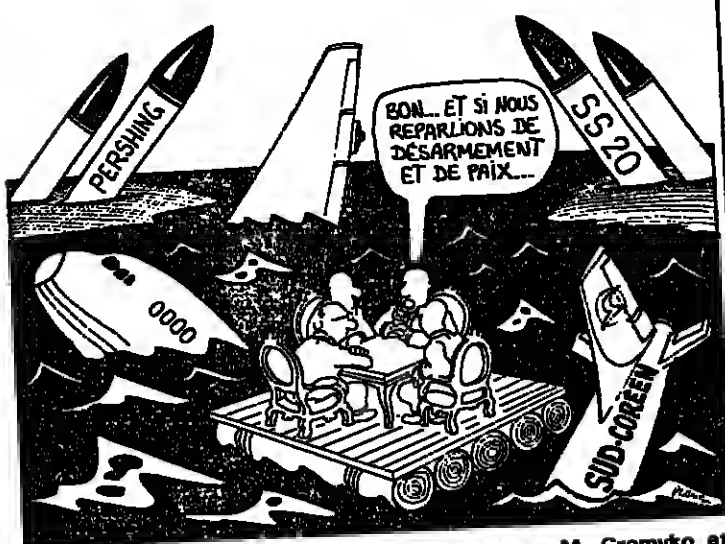
à partir de 12,500 francs, vendredi 4 janvier.

10 Boulevard de Courcelles

هكذا من الأصل

L'ANNÉE 1984 PAR PLANTU

Janvier



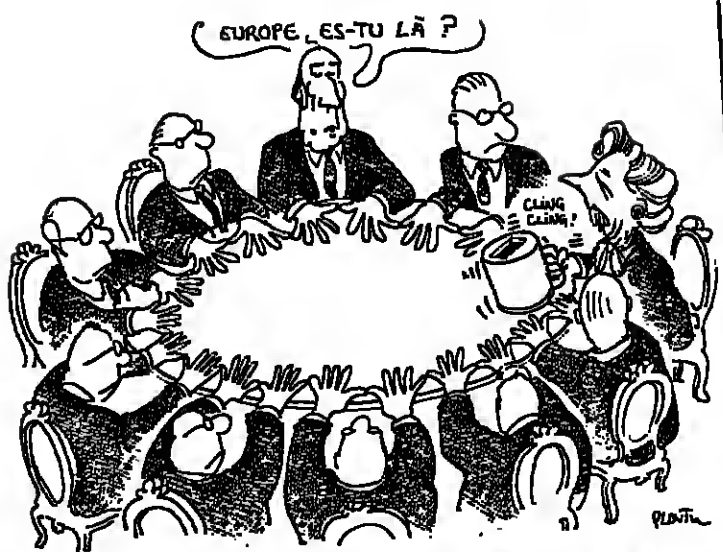
Relations Est-Ouest. Rencontre « tendue » entre M. Gromyko et M. Schultz.

Février



URSS. Mort du n°1 soviétique Iouri Andropov.

Mars



Europe. La contribution britannique au budget européen crée des dissensions au sein du conseil européen.

Avril



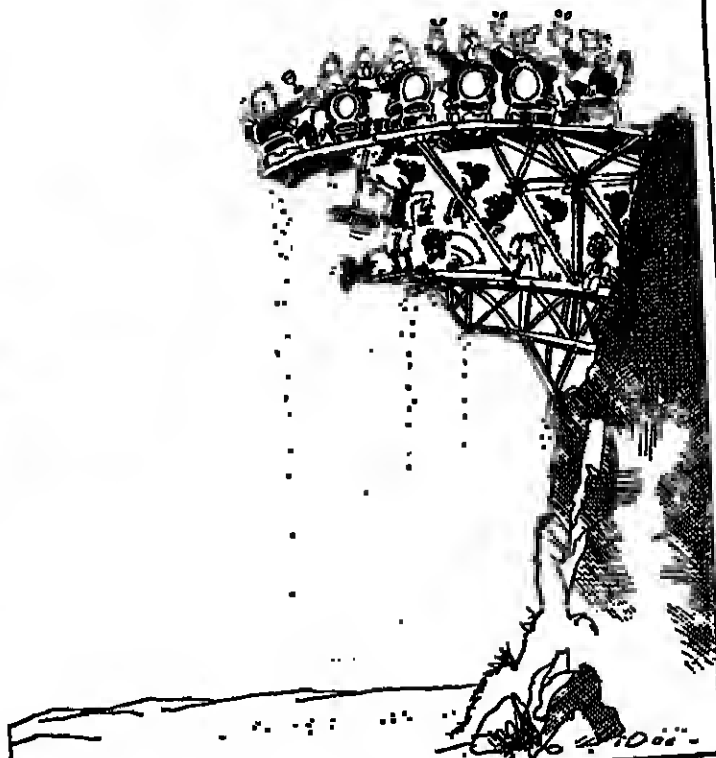
France. Particulièrement frappés par le chômage, les sidérurgistes lorrains organisent une grève générale.

Mai



Europe. François Mitterrand prononce à Strasbourg un discours en faveur de l'union politique de l'Europe.

Juin



Sommet de Londres. Réunion des sept chefs d'Etat et de gouvernement des principales démocraties industrialisées.

Juillet



France. Le Parti communiste refuse de participer au gouvernement de Laurent Fabius.

Août



France. Pour apaiser la « querelle scolaire », Jean-Pierre Chevènement annonce des « dispositions simples et pratiques ».

Septembre



Pays basque. Accusés de neuf assassinats, trois séparatistes basques sont extradités vers l'Espagne.

Octobre



Tchad. Le départ des troupes libyennes du colonel Kadhafi n'a pas lieu dans les « conditions prévues ».

Novembre



Etats-Unis. Ronald Reagan remporte l'élection présidentielle.

Décembre



Ethiopie. Six millions de personnes sont menacées par la famine.

Le Monde

étranger

ASIE

Inde

EN FORMANT SON CABINET

M. Gandhi a procédé à un renouvellement prudent du personnel politique

De notre correspondant

New-Delhi. — Quinze ministres, vingt-quatre secrétaires d'Etat, dont neuf en charge de responsabilités autonomes, une demi-douzaine de sous-secrétaires d'Etat, le second gouvernement présidé lundi au pays par M. Rajiv Gandhi ne marque pas à proprement parler la rupture avec le passé — et les hommes qui l'incarnent, — anticipée, voire espérée par certains.

Seule innovation notable dans le fonctionnement du gouvernement, M. Rajiv Gandhi a supprimé tous les postes de vice-secrétaires d'Etat (deputy minister). « Ils n'avaient la plupart du temps rien à faire », a expliqué le chef du gouvernement. Les ministres qui appartenaient déjà aux deux précédents cabinets — le dernier présidé par M. Gandhi et le premier par son fils — changent tous, sans exception, d'attribution. Comme si, conscient de sa relative inexpérience, M. Rajiv Gandhi avait voulu garder autour de lui des gens rompus à la pratique gouvernementale, tout en brisant les clans, les citadelles, les chanceries gardées.

Le seul départ vraiment marquant est celui de M. Pranab Mukherjee, ancien ministre des finances. Il est remplacé à son poste par M. V. P. Singh, qui fut ministre du commerce dans le dernier cabinet d'Indira Gandhi avant que celle-ci ne lui demande d'organiser la campagne électorale dans l'Etat le plus peuplé d'Inde, l'Uttar Pradesh. M. Singh a réalisé sur place un excellent travail, puisque quatre-vingt-deux des quatre-vingt-quatre sièges de l'Etat ont été remportés par le Congrès Indira. (Au total, quatre ministres et cinq secrétaires d'Etat sont originaires ou ont été élus dans cette région.)

Le départ de M. Mukherjee (quarante-neuf ans), considéré jusqu'ici comme le numéro deux du régime, a surpris tout le monde, et l'on se perd en conjectures sur les raisons de cette mise à l'écart. Réputé intègre et efficace, M. Mukherjee avait, dit-on, dans les allées du pouvoir, nourri trop d'ambition pour lui-même. Il serait prochainement nommé ambassadeur à Londres.

Autre personnage exerçant une influence déterminante sur les af-

aires du pays, M. Narashima Rao (soixante-quatre ans), ancien ministre des affaires étrangères puis responsable de l'Industrie, se retrouve aujourd'hui titulaire de la défense. Il remplace à ce poste un autre vétéran fidèle d'Indira Gandhi, M. S. P. Chavan, qui, lui, reprend l'intérieur.

A l'instar de son prédécesseur maternel, M. Rajiv Gandhi a conservé le portefeuille des affaires étrangères, gère ainsi que les responsabilités pour les secteurs du pointe (sciences, technologie, espace, énergie atomique, etc.). Il défend également une dizaine d'autres portefeuilles (jeunesse, aviation civile, réforme administrative, environnement, etc.) qui seront probablement attribués d'ici quelques mois à de nouveaux entrants.

Rajeunissement limité

Pour l'heure, il faut le souligner, il y a peu d'hommes nouveaux dans les nouveaux ministères. Elu à Calcutta, M. Asoke Kumar Sen (soixante et onze ans), nommé à la justice, était déjà ministre de la communication dans le dernier gouvernement du grand-père de l'actuel premier ministre, M. Jawaharlal Nehru. M. K. C. Pant (soixante-neuf ans), élu à New-Delhi, titulaire de l'éducation, s'occupait des finances dans le premier cabinet d'Indira Gandhi en 1967. Le nouveau ministre des chemins de fer, M. Bansi Lal (cinquante-huit ans), ancien minis-

tre en chef de l'Etat d'Haryana, avait été poursuivi pour ses activités « excessives » durant l'Etat d'urgence. Il était ministre de la défense en 1975.

L'entrée dans le gouvernement de M. T. Anjah (cinquante-cinq ans), ancien ministre en chef de l'Andhra Pradesh, est plus étonnante encore. Ce politicien avait été renvoyé de son poste par M. Gandhi en 1982, après le tollé soulevé par les fastes qu'il avait réservés à une visite de M. Rajiv Gandhi.

Deux autres personnalités marquantes, mais plus jeunes, figurent parmi les entrants, MM. Arun Nehru et Madhav Rao Sindhia. Le premier est un cousin éloigné de M. Gandhi, et il est considéré comme son principal confident. Triumphalement élu à Rae Bareilly, dans l'Uttar Pradesh, ancienne circonscription d'Indira Gandhi, M. Arun Nehru — qui était secrétaire général du parti depuis deux mois — se voit confier le secrétariat d'Etat à l'électricité. Ancien ministre d'affaires, il a une réputation d'efficacité.

Le second, M. Sindhia, héritier du maharajah de Gwalior, vient également de l'Uttar Pradesh. Industriel diplômé d'Oxford, particulièrement actif et très élégant, le prince de Gwalior, député depuis quinze ans, a été surtout récompensé pour avoir battu un dangereux opposant, le chef du BJP (droite hindouiste), un très redoutable bretteur, M. Atal Bihari Vajpayee lui-même. Le jeune

La répartition des sièges au nouveau Parlement

Voici la répartition des sièges au Parlement indien telle qu'elle était connue mardi matin 1^{er} janvier, alors qu'une seule circonscription, sur cinq cent huit, n'avait pas encore publié ses résultats :

- Parti du Congrès (I)	400
- Telugu Desam (régional, Andhra Pradesh)	28
- Parti communiste marxiste	22
- Tami Nadu	12
- Parti Janata (droite)	10
- Parti communiste indien	10
- Indian Congress (socialiste)	4
- Parti des travailleurs et des fermiers	3
- Bharatiya Janata Party (droite)	2
- Divers	20

Sommet nippo-américain à Los Angeles

(Suite de la première page.)

En outre, il est virtuellement acquis que le plafond tabou de 1 % du PNB imposé aux dépenses militaires depuis 1976 sera croisé cette année (à l'occasion d'augmentations de salaires), ou l'an prochain. Debut d'ère, le porte-avions nucléaire Carl Vinson, équipé de missiles Tomahawk à têtes nucléaires, a jeté l'ancre dans le port de Yokosuka, à 50 kilomètres de Tokyo. Et cela malgré les trois « principes non nucléaires » dont se réclame toujours officiellement le gouvernement. Militaires et marins japonais et américains participent de plus en plus régulièrement à des manœuvres conjointes, et même collectives (ce qu'interdit théoriquement la Constitution pacifique du Japon). La coordination de la planification, des méthodes et des moyens se développe entre les États-majors.

Communauté du bassin Pacifique

Le Japon a accepté de prendre en charge la sécurité de ses voies maritimes jusqu'à mille milles de ses côtes. Il fournit aussi des technologies à usage militaire aux États-Unis, exception à une règle qui les interdit par ailleurs.

Cela fait beaucoup pour un pays qui, il y a trois ans, entraînait en convulsions parce que son premier

ministre avait osé suggérer l'existence d'un aspect militaire dans l'alliance nippo-américaine. Et beaucoup est dû à la volonté, à l'habileté et aux convictions nationalistes de son successeur.

A cela il faut ajouter, en toile de fond à ce sommet, une offensive diplomatique nippo-américaine régionale pour relancer le concept d'une « communauté du bassin Pacifique ». L'affaire n'est pas nouvelle. Généralement présentée comme d'intérêt purement économique, mais limitée aux amis et alliés des États-Unis — Japon, ASEAN (1), Australie, Canada et Nouvelle-Zélande, — elle apparaît à ses opposants comme une tentative de domination économique et d'alliance stratégique déguisée. Le sujet sera abordé à Los Angeles. Par ailleurs, on prête à M. Nakasone, dans la logique de solidarité qui avait été la sienne à Williamsburg, l'intention d'appuyer le Japon, à l'occasion d'un projet de défense stratégique américain dans l'espace.

En contrepartie de tout cela, le chef du gouvernement japonais demanderait que les intérêts de son pays soient dûment pris en compte en cas de nouvelles négociations américano-soviétiques sur la réduction des armements nucléaires. On paraît également espérer, ici, que l'addition des gestes « positifs » en matière de défense fera passer l'addition du déficit et des difficultés commerciales côté américain.

Le sommet nippo-américain prend place peu après la publication, à Washington, d'un rapport estimant qu'en dépit des mesures de libéralisation réglementaire annoncées ces dernières années à Tokyo, le marché japonais reste excessivement fermé, notamment dans les secteurs des produits agricoles, des télécommunications et des finances. De toute évidence, M. Nakasone a moins de mal à faire adopter par son administration des mesures d'ordre militaire au nom de l'intérêt national qu'à imposer dans les faits des décisions propres à assurer un meilleur équilibre des échanges internationaux. Ces questions seront au cœur de la rencontre.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Philippines, Thaïlande, Singapour, Indonésie, Malaisie, Brunei.

Cambodge

Mort de Chan Si chef du gouvernement de Phnom-Penh

L'agence vietnamienne d'information a confirmé, lundi 31 décembre, la mort du chef du gouvernement de Phnom-Penh, M. Chan Si, à la suite d'une « maladie cardiaque ». Plusieurs sources officielles avaient indiqué, dès la semaine dernière, que le prince de Chantrea, député du Phnom-Penh, avait été admis à l'hôpital de Moscou où il se trouvait en traitement. M. Han Sen, ministre des affaires étrangères, exerce les fonctions de premier ministre par intérim et a été chargé de présider le comité d'organisation des obsèques.

Correspondance

Bangkok. — Selon sa biographie officielle — il n'en existe pas d'autres — Chan Si était né en 1932 dans une famille paysanne de la province de Kompong-Chang. Ses activités révolutionnaires débutent dès 1950. On le trouve à l'époque dans les rangs « Khmer vietnamien », membre de la 54^e unité militaire, active dans la région de Pursat. Comme beaucoup d'autres communistes, il quitte le Cambodge en 1954 à la suite des accords de Genève. Au Vietnam, il suit des cours de formation politique en même temps que d'électricité. Membre du parti communiste depuis 1960, il est peut-être retourné au Cambodge en 1970, après le coup d'Etat qui remplace le

régime neutraliste du prince Sihanouk par le mouvement révolutionnaire du maréchal Lon Nol.

Il se serait dissocié de la tendance ultra-nationaliste de Pol Pot, « avoir examiné et découvert les activités anti-révolutionnaires du groupe Pol Pot-Leng Sary », affirme l'une de ses biographies diffusées en 1981 au Cambodge à l'occasion des élections pour l'Assemblée nationale. On sait peu de chose de la suite, sinon qu'il aurait été arrêté par les partisans de Pol Pot en 1973. Il émerge à nouveau, fin 1978, dans les rangs de la petite armée du Front national uni pour le salut du Kampuchéa qui rentre au Cambodge avec les troupes vietnamiennes.

Nommé président de la haute commission politique des forces armées de la nouvelle République populaire du Kampuchéa (RPK), Chan Si se serait alors rendu en Union soviétique pendant plusieurs mois pour suivre un stage de formation militaire. Dès 1980, il devient vice-ministre de la défense puis, moins d'un an plus tard, ministre de la défense et vice-président du conseil des ministres. Il est également nommé membre du bureau politique du Parti populaire révolutionnaire du Kampuchéa (parti communiste).

Lorsque M. Pen Sovan est démis de ses fonctions en décembre 1981, c'est Chan Si qui fera fonction de premier ministre. Le 10 février 1982, il est officiellement élu au poste de président du conseil.

Chan Si était considéré comme l'un des fidèles partisans de la politique vietnamienne au Cambodge. Il avait effectué plusieurs voyages en URSS, en Bulgarie et en Allemagne de l'Est. A l'Assemblée nationale, il représentait la province de Kompong-Chang.

JACQUES BEKAERT.

Chine

M. Deng Xiaoping réaffirme que son éventuel départ n'affectera pas la politique d'ouverture

De notre correspondant

Pékin. — Les Pékinois ont eu un jour de congé pour le Nouvel An. Ils ont aussi reçu en cadeau un nouveau recueil de textes de M. Deng Xiaoping, dont le plus important s'étale à la « une » des journaux. 1985 va leur apporter d'importants changements : la suppression de la sixième quotidienneté pour les fonctionnaires, ensuite la libération de la plupart des prix des produits agricoles. Bonne nouvelle pour les paysans, moins bonne, sans doute, pour les citadins, qui craignent une nouvelle hausse des prix.

M. Deng rappelle d'abord aux étrangers qui craignent que « Deng une fois parti, la politique [d'ouverture de la Chine] ne change » que « ni [sa] génération, ni celle de Hu Yaobang (secrétaire général du PCC, soixante-neuf ans), ni Zhao Ziyang (premier ministre, soixante-cinq ans), ni les troisième, quatrième et cinquième échelons ne pourront la changer ». Cette politique vise à quadrupler la production chinoise d'ici à l'an 2000.

Pour le succès de la réforme économique, il faut faire place aux jeunes de trente à quarante ans. « Sur cette question », reconnaît M. Deng Xiaoping, « on n'a pas trouvé de solution satisfaisante ». Or, si les vieux ne cèdent pas la place aux jeunes, « ceux-ci ne pourront pas grimper les échelons, et les affaires ne prospéreront pas. Ne pas résoudre ce problème de fond serait une grosse erreur. [...] Il faut instituer un système de retraite ».

Il est vrai que, sur ce point, tout en poussant à la promotion rapide de jeunes intellectuels et technocrates — qui, affirme M. Deng, acquerront de l'expérience en deux ans, — la direction chinoise ne donne pas toujours l'exemple. La télévision diffuse

quotidiennement des reportages sur des réunions qui rappellent le spectacle de salles de repos en maisons de retraite. « Je serai le premier à prendre ma retraite. Je ne demande que cela quand les choses seront terminées », ajoute M. Deng, qui proclame publiquement sa confiance dans ses successeurs. Ceux-ci ne sont pas seulement M. Hu et M. Zhao, avait précisé, le 22 décembre, un autre vétéran, M. Bo Yibo, vice-président de la commission de consolidation du comité central, mais aussi les jeunes dirigeants qui montent, MM. Tian Jiyun, Li Peng, Hu Qili et Wang Zhaoguo.

« En 1983, j'ai fait une chose : lutter contre la criminalité », poursuit M. Deng. En 1984, je me suis occupé de l'ouverture de quatorze ports sur le monde extérieur et de la solution du problème de Hongkong. Ma méthode, c'est de travailler le moins possible pour vivre encore quelques années. Je voudrais en arriver au stade où je n'aurais plus rien à faire tout en restant encore en bonne santé. Ainsi, j'aurais terminé ma tâche ».

Est-ce un vœu pieux ou bien M. Deng considère-t-il que ses successeurs ne sont pas encore totalement à la hauteur ? En tout cas, 1984 aura été l'année de son triomphe personnel et de celui des ses idées, qu'il entend bien continuer de faire prévaloir. Dans ce sens, la réorganisation, le « dégraissage » et le rajeunissement du PCC se poursuivent. D'ici au Nouvel An, le 20 février, trois cent quatre-vingt-huit mille cadres dirigeants seront « réévalués », ensuite ce sera au tour des treize millions et demi de petits cadres.

PATRICE DE BEER.

Vietnam

Silence judiciaire à Hanoï

(Suite de la première page.)

L'ambassadeur vietnamien à Paris, M. Pham Van Dong, lui demandant d'être son « avocat » pour qu'il ne soit pas « procédé aux exécutions des personnes condamnées », qu'elles soient françaises ou vietnamiennes.

M. Koscusko-Morizet, secrétaire national du RPR chargé des relations internationales, a indiqué de son côté lundi soir que le FPR s'associait à toutes les démarches officielles ou privées entreprises pour obtenir la grâce des accusés. M. Pierre Messmer, enfin, a adressé au ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, une question écrite lui demandant quelles nouvelles démarches avaient été entreprises pour que ne soient pas exécutés M. Mai Van Hanh et M. Tran Van Ba, qui, ajoute l'ancien ministre, « n'ont bénéficié ni de la protection prévue par la convention consulaire franco-vietnamienne ni des garanties judiciaires inscrites dans la déclaration universelle des droits de l'homme ».

M. Messmer demande aussi au ministre des relations extérieures « quelles conséquences il envisage de tirer dans le cas d'une éventuelle fin de non-recueillir opposée à ses représentations par le gouvernement de Hanoï ».

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferecand.

Imprimé au « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX (1983)

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 685 F 859 F 1 080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

661 F 1 245 F 1 819 F 2 340 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

361 F 685 F 979 F 1 240 F

EL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. s. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 36 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Singapour, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 fr. ; Yougoslavie, 110 din.

هكذا من الأصل

Le Monde

société

SELON UN SONDAGE AUPRÈS DES IMMIGRÉS

Un Français sur trois serait raciste

Honnêtes, polis et déçants : c'est ainsi que près de deux immigrés sur trois voient les Français, d'après un sondage de la SOFRES effectué pour le compte du mensuel *Actual*. Et 69 % des étrangers interrogés, si c'était à refaire, viendraient à nouveau vivre et travailler en France, dont moins d'un tiers des habitants seraient racistes. Un bon pays, en somme, du moins pour 40 % d'entre eux, et 17 % ont même dit qu'ils n'ont pas de regrets de s'être installés en France. Ils ne sont pourtant que 4 % à rejoindre sur ce terrain et sur d'autres M. Jean-Marie Le Pen.

Les réactions diffèrent nettement d'une communauté à l'autre. Les Asiatiques se sentent moins en insécurité que les Noirs, dont un sur deux regrette d'être venus en France ; les Européens du Sud appartiennent, dans une proportion supérieure aux Maghrébins, à la cuisine française. Mais, surprise, l'école multiraciale fait presque l'unanimité : les parents algériens ou marocains en sont satisfaits à 93 %, les familles portugaises ou espagnoles à 82 %.

Ce sondage donne au total une image optimiste de l'état d'esprit des immigrés : 80 % d'entre eux ne craignent, dans le climat actuel, aucun retour au pays d'origine ; 35 % pourrissent dans le havre de tolérance, refusent de se situer publiquement à gauche ou à droite. Pour le reste, ils seraient aussi nombreux à droite qu'à gauche.

EN 1985

Le budget des hôpitaux parisiens dépassera 20 milliards de francs

L'Assistance publique (AP), dont les 40 hôpitaux de la région parisienne ont accueilli l'an dernier 640 000 malades, dépensera en 1985 plus de 20 milliards de francs, soit davantage que l'ensemble des services de la Ville de Paris.

Alimenté par l'emprunt, l'auto-financement, les subventions de l'Etat (88 millions de francs), celles de la Ville (90 millions) et celles de la région Ile-de-France, le budget d'investissement de l'AP sera en 1985 de 227 millions de francs, en augmentation de 8,8 %. Les crédits serviront notamment à acheter de nouveaux appareils d'exploration et de diagnostic (2 appareils à résonance magnétique nucléaire, 3 scanners - dont 3 en remplacement d'appareils anciens - des gammacaméras et des autoscanners).

Ces dépenses sont conformes à la nouvelle politique des responsables de la santé, qui veulent renforcer l'aspect technique des hôpitaux au détriment de leur fonction d'hébergement. En d'autres termes, il s'agit de passer de l'hôpital-bâtiment à l'hôpital-machine de diagnostic et de soins.

M. François O. Collet, sénateur RPR de Paris, adjoint au maire, chargé de la liaison avec l'AP, qui présentait récemment à la presse le budget des hôpitaux de Paris, a donné quelques indications concernant la construction de nouveaux établissements. L'hôpital pour enfants Robert Debré, dont le chantier vient de s'ouvrir porte des Lilas,

dans le dix-neuvième arrondissement, comportera 600 lits. M. Collet a réaffirmé que, malgré les critiques, cet ensemble serait mis en service dans trois ans, c'est-à-dire au début de 1988.

Pour le nouvel établissement de 500 lits prévu à l'emplacement des anciennes usines Citroën, dans le quinzième arrondissement, les terrains sont achetés et les plans approuvés, mais le chantier ne commencera pas avant 1987, pour s'achever trois ans plus tard.

A l'hôpital Saint-Louis (dixième arrondissement), le nouvel édifice abritant les services d'hospitalisation (première tranche) est terminé, mais les 180 millions de francs nécessaires à la construction d'un second bâtiment pour les consultations (deuxième tranche) ne seront inscrits qu'au budget de 1986.

Enfin, il est à présent tout à fait certain que l'hôpital d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) ne sera pas construit. Cet établissement de 450 lits aurait coûté 360 millions de francs. Le projet lancé en 1965 avait été réactualisé en 1982 par M. Jack Ralite, maire communiste d'Aubervilliers, alors qu'il était ministre de la Santé. Bien qu'on ait déjà dépensé 6 millions pour les études, l'AP y renonce, car elle se dit plus soucieuse de réduire le nombre de ses lits que de les augmenter.

Pour leur fonctionnement, les hôpitaux de Paris reçoivent 19,5 milliards de francs en 1985, soit une

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS

Stagnation de la délinquance et de la criminalité à Paris en 1984

La raison des chiffres contre l'irrationalité des sentiments : en 1984, la délinquance et la criminalité à Paris n'ont pas augmenté par rapport à l'année précédente. C'est ce que l'on peut déjà déduire des statistiques de la direction de la police judiciaire de la capitale pour les onze premiers mois de 1984 : 363 686 crimes et délits ont été constatés, au lieu de 371 101 durant la période équivalente de 1983, soit une baisse de 1,99 %. Le nombre d'assassinats a chuté de 22 %. Le nombre d'attaques reconnues est passé de 40 à 37. Quand la statistique sera complétée par les résultats de décembre, l'on devra ainsi constater au pire une

stabilité. Ce premier renversement de tendance depuis dix ans va ainsi à l'encontre de l'émotion suscitée dans l'opinion, durant l'année écoulée, par plusieurs affaires criminelles parisiennes, notamment les assassinats de personnes âgées dans le dix-huitième arrondissement.

Ces chiffres parisiens ont été évidemment bien accueillis place Beauvau au ministère de l'Intérieur, où l'on a reçu en prime une confirmation de la baisse du nombre d'attentats en Corse : 468 en 1984, contre 591 en 1983, et 806 en 1982.

Les responsables policiers lient l'évolution parisienne à la tendance déjà relevée au premier semestre de 1984 en France : une croissance de 3,59 %, par rapport au premier semestre 1983, des délits et crimes constatés par l'ensemble des services de police et de gendarmerie. C'est un ralentissement de la croissance observée depuis des années, puisque les précédentes statistiques faisaient

état, toujours pour les premiers semestres, d'une hausse de 8,5 % en 1983 par rapport à 1982 ; de 21,64 % en 1982 par rapport à 1981, ou encore de 6,7 % en 1981 par rapport à 1980. Bref, les chiffres devraient l'inverse de ce que ressasse le débat sur l'insécurité : si les peurs et leur exploitation persistent, la progression de l'insécurité se ralentit. Déjà en 1983, le taux d'augmentation des crimes et délits avait été de 4,4 %, alors que la moyenne annuelle de croissance pour les dix années précédentes avait été de 10,25 %.

Évolution positive

Cependant ces statistiques sont d'un maniement délicat. En effet, elles ne mesurent pas l'insécurité, en tant que réalité sociale, mais l'activité pénale des services chargés de la contrôler, de la prévenir et de la réprimer (le *Monde* du 4 février 1984). M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ne le nie pas, lui qui se refuse à crier victoire : « Une bonne année pour la police, cela ne peut pas exister, nous a-t-il déclaré. Mais il y a des faits qui montrent une évolution positive alors que les effectifs policiers sont restés constants en 1984. Une évolution positive, non seulement en terme de délinquance, de criminalité - cette réalité ne dépend pas de la police seule - mais surtout en termes de nombre de personnes mises en cause, et cela dépend d'elle ».

Plus significative paraît, en effet, la statistique mesurant l'activité des services de police, de la répression des crimes et délits. Ainsi, à Paris, le nombre de personnes mises en cause durant les onze premiers mois de 1984 a augmenté de 17,87 %, passant de 46 179 à 54 435 alors même que la délinquance et la criminalité baissent. De même, le bilan de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants fait-il apparaître une accentuation de l'activité policière sur un terrain qui est à l'origine d'une bonne part de la petite délinquance. De janvier à novembre 1984, le nombre total d'interpellations dans des affaires de drogue a augmenté de 9,73 %, les interpellations pour trafic augmentaient de 21,95 % et celles pour « usage et revende » de 8,35 %.

On objectera aisément qu'il n'en va pas de même quand on fait le compte des assassinats non élucidés, aux auteurs toujours introuvables, de l'année 1984. Reproche quelque peu précipité : il faut, en ce domaine, traditionnellement, compter sur le temps. De fait, sur un délai de cinq ans après les faits, 80 % des affaires criminelles sont, en moyenne, élucidées.

M. Joxe lie ces chiffres favorables aux efforts de modernisation et de professionnalisation de l'outil policier entrepris par les gouvernements successifs depuis mai 1981. La sélection des personnels a été indiscutablement accrue : de 50 000 candidats en 1980 pour les divers concours de la police à 130 000 en 1984. Le taux de sélection pour le recrutement des gardiens de la paix - personnel en tension, les plus nombreux - est ainsi passé de 2,5 à 17 candidats pour un emploi disponible. Le niveau de recrutement a, en conséquence, été relevé : 59 % des candidats admis au concours des gardiens de la paix sont d'un niveau égal ou supérieur au brevet des collèges ; 23 % sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur.

RELIGION

Mgr TADEUSZ GOCLOWSKI NOUVEL EVÊQUE DE GDANSK

Mgr Tadeusz Gocłowski a été nommé, lundi 31 décembre, évêque de Gdansk, en Pologne. Il remplace Mgr Lech Kaczmarek, mort le 31 juillet à l'âge de soixante-quatre ans.

[Né le 16 septembre 1931 à Pisk, (Pologne), Mgr Tadeusz Gocłowski a été ordonné prêtre en 1956. Recteur du séminaire de Gdansk-Oliwa, il avait été nommé en mars 1983, par le pape Jean-Paul II, évêque auxiliaire de Gdansk, une région qui a vu naître le mouvement Solidarné.]

HOCKEY SUR GLACE.

Championnat de France : La vingtième journée du championnat de France, disputée dimanche 30 décembre, a donné les résultats suivants : Megève 6-3 Briançon 7-5 ; Villard-de-Lans 6-3 Chamonix 7-5 ; Saint-Gervais 6-3 Grenoble 7-5 ; François Volants 6-3 Amiens 6-3 ; Gap 8-8.

Classement : 1. Saint-Gervais, 34 pts ; 2. Megève, 29 ; 3. Gap, 29 ; 4. François Volants, 27 ; Grenoble, 26 ; 6. Chamonix, 24 ; 7. Briançon, 15 ; 8. Amiens, 12 ; 9. Villard-de-Lans, 12 ; 10. Viry, 9 ; 11. Tours, 8 ; 12. Caen, 8.

EN BREF

LE « TIREUR DU MÉTRO » DE NEW-YORK S'EST RENDU

New-York. (Reuters). - Le « tireur du métro », qui n'avait pas hésité à ouvrir le feu, le 22 décembre dernier, sur quatre jeunes Noirs qui le menaçaient, s'est rendu, lundi 31 décembre, à la police de Concord (New-Hampshire). Bernard-Hugo Goetz, un « homme tranquille » de trente-sept ans, est devenu un véritable héros pour une partie de la population new-yorkaise.

Deux jours avant Noël, Goetz avait été pris à partie dans le métro par quatre jeunes Noirs qui le voulaient à son argent. Calmement, il avait alors sorti un pistolet et avait tiré sur ses agresseurs (1). Trois des voyous se remettaient de leurs blessures, mais le quatrième risqua fort de rester paralysé à vie. Au moment de l'agression, ils étaient armés de tournevis. Trois d'entre eux avaient déjà un casier judiciaire.

La police new-yorkaise avait communiqué un numéro de téléphone où la population pouvait donner des renseignements sur le tireur en fuite. Au lieu d'indices, les policiers ont reçu des appels félicitant le tireur. Un témoignage, toutefois, a permis de retrouver la trace de Goetz, un ingénieur en électricité.

(1) Voir le *Monde* du 27 décembre.

Détournement d'un avion américain sur Cuba

Un avion DC-10 de la compagnie American Airlines, qui effectuait la liaison Iles Vierges-New-York avec cent quatre-vingt-cinq personnes à bord, a été détourné sur Cuba lundi soir 31 décembre par un pirate de l'air, ont indiqué les autorités cubaines.

L'auteur du détournement, originaire des Iles Vierges, s'est rendu, aussitôt après l'atterrissage du DC-10 à La Havane. Il s'agit d'un prisonnier de droit commun qui a réussi à désarmer ses gardes en cours du vol. Condamné à huit peines de prison à vie, il avait été transféré récemment à Sainte-Croix pour les besoins d'une enquête concernant un autre de ses méfaits.

Les cent quatre-vingt-trois passagers de l'avion et douze membres d'équipage ont débarqué sains et saufs et ont repris rapidement leur route une fois l'avion réapprovisionné en carburant. - (AFP.)

« Une nouvelle secousse a été enregistrée le lundi 31 décembre dans le secteur de Remiremont (Vosges). - De magnitude 3 sur l'échelle de Richter, ce tremblement de terre n'a fait ni victime ni dégâts. Depuis le 21 décembre, la région de Remiremont est soumise à une importante activité tectonique, la secousse la plus importante ayant atteint 4,4 sur l'échelle de Richter (le *Monde* du 1^{er} janvier 1985).

Vingt morts dans un séisme en Inde

Un séisme a frappé, lundi 31 décembre, la partie sud de l'Assam, au nord-ouest de l'Inde. Il a provoqué la mort de vingt personnes ; une centaine d'autres sont blessées et l'on compte plusieurs milliers de sans-abri.

La région la plus touchée est celle de Cachar, à environ 500 kilomètres au nord-est de Calcutta. La terre y a tremblé, en effet de manière, pendant une minute et demie, la secousse atteignant la magnitude 6 sur l'échelle de Richter.

Le séisme a détruit de nombreuses maisons et fait sortir de son lit une rivière qui a inondé plusieurs villages. - (Reuters, UPI.)

SPORTS

ATHLÉTISME. - La corrida de São-Paulo : Le Portugais Carlos Lopes, champion olympique du marathon, a remporté la soixantième édition de la corrida de São-Paulo, qui a lieu, chaque année, la nuit de la Saint-Sylvestre. Ses compatriotes Rosa Moita a gagné la course féminine pour la quatrième fois consécutive.

Classement : 1. Saint-Gervais, 34 pts ; 2. Megève, 29 ; 3. Gap, 29 ; 4. François Volants, 27 ; Grenoble, 26 ; 6. Chamonix, 24 ; 7. Briançon, 15 ; 8. Amiens, 12 ; 9. Villard-de-Lans, 12 ; 10. Viry, 9 ; 11. Tours, 8 ; 12. Caen, 8.

En réponse à la revue

« Que choisir ? »

LES PTT AFFIRMENT QU'IL N'Y A PAS DE « MOUCHARD » DANS LE MINITEL

Mis en cause par la revue *Que choisir* ? qui l'accuse d'avoir placé des « mouchards » dans les terminaux Minitel (le *Monde* daté 30 et 31 décembre), le ministre des PTT a diffusé un long communiqué explicatif qui se conclut ainsi : « Contrairement aux allégations de la revue *Que choisir* ?, il n'y a pas de mouchard chez les abonnés au téléphone disposant du Minitel ».

Le ministre indique d'abord que « l'autorisation donnée aux télécommunications par la CNIL (1) concernant le traitement automatique de statistiques d'utilisation de Télétel l'avait été dans le cadre exclusif de l'expérimentation de Télétel, terminée depuis juillet 1984, et respectait en tout état de cause l'anonymat de l'utilisateur ».

Il reprend ensuite l'information donnée par *Que choisir* ? sur la présence, dans l'appareil, d'une mémoire morte (qu'on peut uniquement lire) et de deux mémoires vives. La première - ne porte aucune indication relative à l'utilisateur et donne en quelque sorte le numéro du Minitel, analogue à la plaque d'identification du moteur d'une voiture, avec les mêmes applications : aucune correspondance entre le contenu de cette mémoire et l'abonné équipé du Minitel n'est détenue par l'administration ».

Les mémoires vives ont chacune une capacité de seize caractères. L'une doit servir à la tarification de l'annuaire électronique mais n'est pas utilisée, l'autre est accessible aux fournisseurs d'applications professionnelles et elle doit leur permettre de « réserver l'accès de certains services aux terminaux dans lesquels est chargé un code d'identification ».

Le ministre explique que l'utilisation de la même zone de mémoire par plusieurs fournisseurs différents a fait problème, et que l'administration a conseillé aux fournisseurs d'utiliser plutôt une protection par mot de passe ou par carte à mémoire. Cette mémoire sera fusionnée avec l'autre mémoire vive dans les nouveaux appareils « pour répondre à d'autres besoins ».

La suite du communiqué n'est pas très claire sur ces derniers, mais indique qu'il devrait ainsi être possible aux usagers de « savoir qui les appelle pour accepter ou refuser la communication. Un tel dispositif faciliterait aussi l'identification des appels malveillants reçus par des personnes ou des bases de données ».

Le ministre rappelle enfin « le souci des Télécommunications de respecter scrupuleusement les avis de la CNIL, comme les récentes modifications introduites dans le code des PTT par le Parlement, (qui) traduisent la volonté du service public qu'aucune information incluse dans la communication entre deux usagers ne puisse être communiquée à une tierce personne ».

(1) Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

CARNET DU Monde

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} William BOREL, née Marie Le Moine.

survécu à Amiens, le 30 décembre 1984.

De la part de M^{me} Luc Biette, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-José Borel, M^{me} et M^{me} Raymond Scala, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Borel, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Vincent Borel, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Alvaro Noguera et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 2 janvier 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Maurice de Bézon, 216-218, rue Armand-Silvestre, à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

- Nous apprenons la mort de

M. GILBERT JULES, ancien ministre de la IV^e République et ancien sénateur,

décédé, lundi 31 décembre 1984, à l'hôpital Cochin, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

[Né le 1^{er} septembre 1903 à Chaulons (Somme), Gilbert-Jules était licencié en droit et

député d'études supérieures politiques et économiques à la Sorbonne de 1929 à 1933. Conseiller municipal d'Amiens, puis conseiller général du Cantons de 1945 à 1954, il fut président de la Fédération nord et nord-est du Parti radical-socialiste et vice-président du parti quand il fut élu en novembre 1955 sénateur de la Somme. Il a séjourné au palais de Luxembourg, dans le groupe de la Gauche démocratique et du Rassemblement des gauches républicaines. Il était l'auteur de plusieurs rapports ministériels sur la révision de la Constitution, la Haute Cour de justice et la législation des loyers. Secrétaire d'Etat aux finances dans le cabinet Mendès France (septembre 1954-juin 1955), puis dans le cabinet Edgar Faure (juin 1955-janvier 1956). Il fut ministre de l'intérieur de Guy Mollet (juin 1956-juin 1957), puis de Georges-Maurony (juin à novembre 1957). Il avait été nommé membre du Conseil constitutionnel, pour neuf ans, en 1959.]

- Barbenante (13).

Françoise et Gérard Bonin, Pierre-Yves et Françoise Lemerle, Christine et Charles Lapayre, Martine Lemerle-Fulchiron, Monique Lemerle, Frédéric et François Maubon, Jacques et Myriam Lemerle, Sylvain et Sylvette Lemerle, Bruno Lemerle et Jocelyne Piarri et leurs enfants,

font part du décès de

M^{me} G. LEMERLE, née Juliette Pasteur,

rappelée à Dieu le 30 décembre 1984.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 1985, à 14 h 30, en l'église de Barbenante.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 347.21.32

هكذا من الأصل

LÉGION D'HONNEUR

Grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix :

M. Jean Bernard, directeur honoraire de l'Institut de recherche sur les leucémies, membre de l'Académie française.

Grands officiers

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Claude Houmann, président de la section du Conseil d'Etat ; Claude Lévy-Strauss, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie française ; Chérif Mecheri, conseiller-maire honoraire à la Cour des comptes ; Maurice Tabbat, directeur de l'unité de recherches de radiologie clinique.

Grande chancellerie

Est promu commandeur :

M. Rodolphe Cogney, président de la section des Etats-Unis de l'Association des Français libres.

Sont promus officiers :

M^{me} Claude Dussan, née Henry-Roy, conservateur du Musée de la Légion d'honneur.

MM. Pierre, René Gérardelle, conseiller honoraire de lycée ; Francis Lerche, président d'une section de la société d'entraide de la Légion d'honneur ; Eugène Pissel, administrateur honoraire des affaires d'outre-mer ; Raymond Seigneux, professeur honoraire de l'université de Grenoble ; Joseph Streicher, professeur honoraire de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Marie Bellet, notaire de la grande chancellerie ; Jean-Charles Duthuier, ancien chef de centre des impôts ; Louis Gischard, ancien doyen de la faculté à l'université de Clermont-Ferrand ; Charles Legay, inspecteur honoraire à la RATP.

M^{me} Lise Leval, épouse Dubief, conservateur honoraire à la Bibliothèque nationale ; Madeleine Mistrad, ancienne avocate au barreau de Paris.

M. Georges Pagès, administrateur honoraire des affaires d'outre-mer.

Premier ministre

Sont promus commandeurs :

MM. Jean-Louis Barvau, metteur en scène ; Claude Cheysson, ancien ministre ; Georges Duby, professeur au Collège de France, chaire d'histoire des sociétés médiévales.

Sont promus officiers :

MM. Jean Dorst, directeur du Musée d'histoire naturelle ; André Fayet, secrétaire général de l'Union des anciens combattants ; Camille Gremard, président de l'Association des anciens combattants et prisonniers de guerre ; Jacques Lions, professeur au Collège de France ; Frédéric Poterich, journaliste ; Frédéric Rostif, réalisateur de films ; André Weil-Curiel, avocat.

Sont nommés chevaliers :

MM. Lucien Baron, vice-président d'associations d'anciens prisonniers de guerre ; Pierre Beaulieu, ingénieur au groupe Thomson ; Jean-André Buel, président d'une association de mutilés réformés combattants ; Yves Copin, journaliste ; Jacques Delors, ancien ministre ; Philippe Dutraite, assés-directeur à la Documentation française ; Robert Jeanne, commissaire aux comptes ; Bernard Jouineau, chargé de mission à la division des affaires civiles de la défense ; Théodore Klein, président du conseil des institutions juives en France ; Jean Lacouture, journaliste ; Pierre Lacombe, professeur d'université ; Jacques Malanet-Berz, vice-président d'un comité de solidarité avec Israël ; Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France ; Claude Piéplu, comédien.

Promotion du travail

Sont nommés chevaliers :

MM. Armand Alach, kinésithérapeute ; François Boe, ancien président d'une coopérative d'habitants ; Yves Bourges, cuisinier au restaurant international ; Raymond Cadot, responsable du centre d'essai mécanique ; Clotaire Choquet, ancien président d'une caisse de sécurité sociale ; Roger Conlon, commissaire ; André Curiel, chef d'entreprise ; Roger Donze, directeur des services d'une société d'automobiles ; Gabriel Dufrane, cadre technique.

M^{me} Colette Guillemain, épouse Bourcier, chef de secrétariat.

MM. Pierre Hazon, sous-directeur technique ; Roger Lancy, président de la mutuelle de la presse, du livre et des industries connexes ; Louis Larrière, président-directeur général d'une société ; Albert Le Peltier, directeur de maisons familiales rurales ; Pierre Robineau, cadre ; Marcel Soula, chef d'entreprise ; Henri Walliez, ancien ajusteur.

Droits de la femme

Est nommée chevalier : M^{me} Yvonne Julien, dite Dominiak, expert antiquaire de merins.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers :

MM. Robert Etienne, chef de division au service du compte rendu sténographique du Sénat ; Jean Legrand, chef de division au service du compte rendu sténographique du Sénat ; Jean Nodot, directeur adjoint du service des comptes rendus analytiques de l'Assemblée nationale ; Hippolyte Puyade, directeur honoraire du cours complémentaire Henri-IV, à Pau.

Fonction publique et simplifications administratives

Est nommé chevalier :

M. Jacques Wario, inspecteur de la jeunesse et des sports.

Techniques de la communication

Sont promus officiers :

MM. Charles Hargrove, ancien journaliste ; André Poinvin, PDG du Proximpel.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-François Baillou, directeur financier aux Nouvelles messageries de la presse parisienne ; Robert Bertrand, ancien journaliste ; Georges Bourson, journaliste ; Jacques Etager, ancien directeur d'un journal ; Paul Faute, président-directeur général d'une agence générale de presse ; Bozhko Givadinovitch, président-directeur général de la Régie française de publicité TF 1 ; Jean Karchevon, réalisateur de télévision.

Ministre du Plan et de l'aménagement du territoire

Est promu officier :

M. Claude Baudouin, commissaire de la République de la région Midi-Pyrénées.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Jeanne Aubry, née Alberici, secrétaire administrative.

MM. Jean Bessis, président-directeur général de sociétés ; Jacques Dussart, président-directeur général de Sodipar ; René Lemoine, professeur honoraire ; Gérard Thieffry, industriel.

Ministère de l'économie des finances et du budget

Est promu commandeur :

M. Renaud de La Genière de la Ramée de Sèpre, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Sont promus officiers :

MM. Maurice Broux, administrateur de sociétés ; Jean Farge, sous-gouverneur du Crédit foncier ; Jean Fourgous, conseiller d'une compagnie d'assurance ; Jacques Tindel, ancien directeur de banque ; Charles-Etienne de Villaines, président à la Cour des comptes ; Henri Virillet, trésorier-payeur général.

Sont nommés chevaliers :

MM. Emile Angles, chef de service à la direction des enquêtes douanières ; Michel Blosse, chef de bureau à l'administration centrale.

M^{me} Gladys Bruon, chef adjoint du service technique des laboratoires.

MM. Jean-Louis Butsch, directeur général à la Banque de France ; Jean Chateau, directeur de succursale de banque ; Bernard Comant, directeur de la Grande mutuelle des fondations ; Jacques Dehayle, agent général d'assurances ; Henri Déjean, sous-directeur à l'administration centrale ; Pierre Demos, vice-président-directeur général de sociétés.

M^{me} Suzanne Dessarzin, née Lotodé, secrétaire générale du Conseil de la comptabilité.

MM. Jean Fabien, directeur des Impôts à Rouen ; Alain Faure, chef de bureau à l'administration centrale ; Henri Fellmann, ancien avocat agrégé du Trésor.

M^{me} Eugénie Guegna, secrétaire administrative.

MM. René Lavigne, trésorier-payeur de la Charente ; Régis Parauque, directeur du cabinet du président du Conseil économique et social ; Claude Trabou, inspecteur général des finances.

Justice

Sont promus commandeurs :

MM. Jacques Launé, professeur à l'université de droit à Paris-III ; Jean-Paul Léon, président de chambre honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers :

MM. Georges Beljean, procureur général à Aix-en-Provence ; Germain Desbœuf, conseil juridique à Marseille ; Jean Focher, avocat général à Bordeaux ; Pierre Francon, conseiller à la Cour de cassation ; Christian Cigot de Crisenoy, conseiller à la Cour de cassation.

M^{me} Jacqueline Griffon, épouse Baubichet, conseiller d'Etat.

MM. Jacques Henillon, premier président de la cour de Bourges ; Georges Langlois, avocat à Paris ; Yves Leac, procureur à Crétail ; Jacques Meurant, avocat général à Versailles ; Jacques More, conseiller à la Cour de cassation ; Olivier de Saint-Blancard, avocat général à la Cour de cassation.

Sont nommés chevaliers :

MM. Pierre Balagayrie, juge des enfants à Paris ; Pierre Barbier, président de chambre à la cour de Paris ; Daniel Barvère, substitut du procureur à Paris ; Jacques Baume, avocat à Limoges.

M^{me} Odile Bazin, épouse Cornu, substitut du procureur général à Paris.

MM. Louis Chatin, premier substitut ; Félix Daniel, greffier en chef à la Cour de cassation ; Michel Desbordes, président de chambre à Caen ; Etienne Doze, président de chambre à Aix-en-Provence ; Raoul Dubois, directeur

adjoint du service des comptes rendus analytiques de l'Assemblée nationale ; Marcel Duthuier, Lamathezie, conseiller à la Cour de cassation ; Jean-René Farbonat, avocat à Paris ; Jean-François Farmon, directeur des services pénitentiaires de Toulouse.

M^{me} Joëlle Fossecau, conseillère à la cour de Paris.

MM. Jean Geronzi, procureur à Marseille ; Claude Joris, directeur des services judiciaires ; Raymond Larnaudie, avocat à Bordeaux ; Bernard Lathière, vice-président au tribunal de Paris ; Raymond Pataud, président de chambre à Versailles.

M^{me} Anne-Marie Rabaut, conservateur de la bibliothèque du Conseil d'Etat.

MM. Jean-Baptiste Raffalli, attaché d'administration ; Claude Salvagnon, procureur à Lyon ; Pierre Servat, conseiller à la cour de Paris ; Adrien Sedaka, conseiller à la cour de Paris ; Francis Vidu-Naguet, avocat à Marseille ; Raymond Viricelle, premier président de la cour de Nîmes.

Relations extérieures

Sont promus officiers :

MM. Roger Estable, ambassadeur en Tunisie ; Pierre Justinaud, ambassadeur à Bahrein ; Raymond de Mirbel, agent supérieur.

Sont nommés chevaliers :

MM. Roland Barrat, conseiller à l'ambassade de France en Afghanistan ; René Cader, secrétaire adjoint des affaires étrangères ; Henri Goldmann, secrétaire adjoint des affaires étrangères ; Charles Philip de Labrie, consul de France à N'Djamena.

M^{me} Marina Shlimanovskaya, épouse Simakoff, adjoint de chancellerie à l'ambassade de France en Australie.

M. Georges Vinson, ambassadeur aux Seychelles.

Français à l'étranger

Sont promus officiers :

MM. Pierre Bédard, directeur de société (Grande-Bretagne) ; Jacques Connot, médecin à la retraite (Espagne) ; Xavier Harmel, directeur de banque (Belgique) ; Robert Pila, consul honoraire du Japon (France) ; Pierre Ray, directeur de l'Entente française de Bruxelles ; Francis Seneca, président de banque (Argentine).

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Arnal, ingénieur chimiste (Japon) ; Fernand Baldard, directeur de banque (Monaco) ; Michel Descombey, chorégraphe (Mexique) ; Jean de Sion, médecin cardiologue (Maroc) ; Charles Engel, professeur d'université (Canada) ; Paul Guerry, prêtre (Brésil) ; Jean-Pierre Hauchecorne, ancien lecteur de français au Japon ; Chavache Kalidjini, attaché financier (Egypte) ; Pierre Olivier, directeur de l'Entente française de Bruxelles ; Paul de Lamotte, directeur d'une compagnie pétrolière (Emirats arabes unis) ; Claude Pineau, directeur d'une compagnie aérienne (Pays-Bas) ; Yves Robert, directeur d'une société industrielle (Etats-Unis d'Amérique) ; Mgr René Séjourné, chef de la section française de la secrétairerie d'Etat (Saint-Siège).

Etrangers en France

Est promu officier :

Henri Berggren, directeur de galerie d'art.

Sont nommés chevaliers :

MM. Massimo Bogianckino, administrateur de l'Opéra de Paris ; Karl Finkler, directeur de galerie d'art ; Ben-Abbas Tahir, ancien restaurateur.

Coopération et développement

Sont promus officiers :

MM. Edmond Bertrand, directeur de l'Institut de cardiologie d'Abidjan ; Isidore Carion, administrateur de sociétés au Sénégal ; André Dapuy, conservateur d'un parc national au Sénégal ; Jean Elieune, chargé de mission à l'administration centrale ; Robert von Schlichting, directeur à l'Ecole nationale d'administration de Gabon.

Sont nommés chevaliers :

Seur Janine Broquet, responsable d'une maternité au Rwanda.

MM. André Carayon, chef d'une mission aéronautique au Burundi ; François Folschweiller, chargé de mission à l'administration centrale ; Antoine Frassetto, directeur à l'administration centrale ; Michel Grappotte, conseiller auprès de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest au Burkina ; Michel Luvion, chef de la mission de coopération au Tchad ; René Trilland, chargé de mission à l'administration centrale ; Bernard Verspiere, religieux, ingénieur agricole au Mali.

Défense

Sont promus officiers :

MM. Gaston Barth, ancien président d'un groupement industriel aéronautique ; Michel Huber, directeur d'une société.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Nicole Bédard, née Pilet, chef d'une association.

MM. Jean-François, directeur d'une division dans une société ; Daniel Barvère, directeur de la fabrication.

M^{me} Hélène Godard, assistante sociale.

MM. Olivier Renard-Payen, directeur général de la gendarmerie nationale ; Jean Sablayrolles, administrateur civil hors classe.

Anciens combattants et victimes de guerre

Sont promus commandeurs :

MM. André Nicolas, président de l'Union des veuves de la Résistance ; Jean Poindeau, vice-président de l'Union des évadés de guerre.

Sont promus officiers :

MM. François Berin, ancien directeur interdépartemental ; Marcel Collier, membre de l'Association des anciens combattants et résistants de la préfecture de police ; André Pourry, conseiller général de Seine-et-Marne ; Maurice Roumat, ancien maire de Villeneuve-de-Marsais (Landes) ; Maurice Sabourin, commissaire de la République de Guadeloupe ; Ernest Schaar, inspecteur adjoint des services d'incendie du Haut-Rhin ; André Seignou, ancien conseiller général de Vaucluse ; Gilbert Strass-Kahn, ancien adjoint au maire de Savigny-sur-Orge (Yonne) ; Antoine Rousset, maire du Rougon (Alpes-de-Haute-Provence).

Sont nommés chevaliers :

MM. Lucien Berton, membre d'une association d'anciens combattants ; Pierre Calves, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés ; Paul Billat, membre du bureau de l'Association des anciens combattants de la Résistance ; Emile Chausson, membre de la Fédération des combattants de moins de vingt ans ; M^{me} Marguerite Davis, veuve Laplace, présidente départementale d'honneur de l'Association et entraîneuse des veuves et orphelins de guerre.

MM. Claude Deffon, président d'une section de l'Union nationale des combattants ; François Diaz, membre d'une association des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc ; Pierre Fassinia, chef des services interdépartementaux ; Georges Fauts, président départemental du Mouvement des résistants, prisonniers de guerre et déportés ; Pierre Fritsch, président d'une section d'anciens combattants ; Georges Henry, membre de la Fédération des plus grands invalides de guerre ; Henri Joël, membre de la Fédération des déportés et internés, résistants et patriotes ; Emile Lagasse, vice-président de la Fédération des engagés volontaires allemands et lorrains ; M^{me} Marguerite Lemaignon, épouse Gonnat, membre de l'Association des médaillés de la Résistance française ; M^{me} Fernand Lesage, ancien membre du Mouvement des résistants, prisonniers de guerre et déportés ; Fernand L'Huillier, membre de l'Amicale des anciens du 1^{er} bataillon de choc ; Emile Martin, membre de l'Amicale des anciens du 1^{er} bataillon de choc ; Louis Morla, président d'une section d'anciens combattants ; Georges Morio, secrétaire général de la Fédération des blessés du poumon et des chirurgiens ; René Navault, ancien membre du commandement Kieffer ; Jean Perrey-Guina, président départemental de l'Union des associations de combattants et de victimes de guerre ; Jean Philippe, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre et déportés ; Félix Richard, membre d'une association d'anciens combattants ; Claude Wahl, président de la Fédération des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc.

Contingent des déportés et internés de la Résistance

Sont promus officiers :

M^{me} Eugénie Abadie, épouse Deguzan, déportée résistante.

MM. Claude Meyroune, déporté résistante ; Etienne Polacco, interné résistante.

Sont nommés chevaliers :

MM. Charles Eustache, interné résistante ; Zélig Fryd, interné résistante ; Pierre Giller, interné résistante ; Claude Lanza, interné résistante ; Emmanuel Lebart, interné résistante ; Charles Lécourt, interné résistante ; Jean Libert, interné résistante ; Joseph Protech, interné résistante ; Gaston Ruesch, interné résistante.

Intérieur et décentralisation

Est promu commandeur :

M. Robert Morierat, conseiller général de la Côte-d'Or.

Sont promus officiers :

MM. Charles Clavel, ancien conseiller général de Meurthe-et-Moselle, ancien maire de Vannesville ; Pierre Dufrais, médecin-chef du service de secours et de protection de Vaucuse ; François Le Mouel, inspecteur général de la police ; Georges Peyronne, commissaire pour police dans le Rhône ; Joseph Saria, conseiller général de la police ; André Sibut, président de la fédération des sapeurs-pompiers ; Albert Ubrich, commissaire de la République de Loir-et-Cher.

Sont nommés chevaliers :

MM. Etienne Allégre, secrétaire de la section de la Côte-d'Or ; Camille Badoz, ancien conseiller général de Seine-et-Marne ; Jean Belsma, vice-président du conseil général de l'Aube ; Jacques Barre, commissaire de la République de la Haute-Corse ; Michel Baryre, conseiller général de Seine-et-Marne ; Jean Bazirena, médecin-chef de service d'incendie de Seine-et-Marne ; Aymar Bouleau, conseiller général de l'Indre ; Pierre Camboire, conseiller général de la police ; Edmond Carter, maire de Beaulieu (Doubs) ; Jean Cément, conseiller général de la Drôme ; Marcel Dubost, maire honoraire de Saint-Maurice-des-Champs (Seine-

et-Loire) ; Maurice Fleury, commissaire principal de police ; Gabriel Fregues, ancien maire de Berrard-Dessus (Haute-Pyrénées) ; Pierre Grotier, directeur du service du Val-d'Oise ; Roger Lejeune, contrôleur général de la police ; Jean Lormans, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration ; M. Robert Milleux, président de la mutuelle de la police ; Noël Obissier, maire de Villegeuse (Gironde) ; Emile Portier, président de la fédération des anciens combattants et résistants de la préfecture de police ; André Pourry, conseiller général de Seine-et-Marne ; Maurice Roumat, ancien maire de Villeneuve-de-Marsais (Landes) ; Maurice Sabourin, commissaire de la République de Guadeloupe ; Ernest Schaar, inspecteur adjoint des services d'incendie du Haut-Rhin ; André Seignou, ancien conseiller général de Vaucluse ; Gilbert Strass-Kahn, ancien adjoint au maire de Savigny-sur-Orge (Yonne) ; Antoine Rousset, maire du Rougon (Alpes-de-Haute-Provence).

Départements et territoires d'outre-mer

Est promu officier :

M. Henry de Panisse-Passis, directeur à la Caisse de coopération économique.

Sont nommés chevaliers :

MM. Armand Cornuier, marin-pêcheur à Saint-Pierre-et-Miquelon ; Jean Demay, chef de la subdivision administrative des îles Layané (Nouvelle-Calédonie).

Agriculture

Sont promus officiers :

MM. Fréjus Michon, président d'organismes agricoles ; Jean Miller, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Daniel Rombert, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Emile Thomas, président d'organismes coopératives et mutualistes.

Sont nommés chevaliers :

MM. François Anquetil, président de l'Union des maisons familiales rurales ; Guy-Jean Benayes, ingénieur général d'agriculture ; Margot Caralé, président de l'Association générale des producteurs de maïs ; René Enjorras, agriculteur ; Jacques Fess, directeur de la Compagnie des ententes et gares frigorifiques ; Paul Gayonard, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts ; Jean Lagarde, président de la caisse de Crédit agricole des Hautes-Pyrénées ; Guy Lamothe, exploitant agricole ; Marcel Large, ingénieur général d'agriculture ; Auguste Lécuyer, agriculteur ; Jean Malher, agriculteur ; André Morel, ancien maître-berger ; Léon Pélissier, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Gilles Pessé, président de la chambre d'agriculture de Morbihan ; Jean-Marie Vahyey, vétérinaire ; René Vallée, agriculteur ; Antoine Verdelle, président de la Confédération des coopératives vinicoles ; Joseph Yvonne, agriculteur.

Redéploiement industriel et commerce extérieur

Est promu commandeur :

M. Paul Carton, conseiller diplomatique d'une banque.

Sont promus officiers :

MM. Jean Bailly, président d'une fabrique de ciment ; Claude Gombhling, directeur de la Compagnie nationale du Rhin ; Vincent Labouret, secrétaire général d'une compagnie pétrolière ; René Lafitte, directeur au CEA (Commissariat à l'Energie atomique) ; Yves Le Baut, conseiller militaire au CEA ; Gilbert Lugol, conseiller dans une entreprise pétrolière ; Pierre Nicole, ancien président de sociétés de plâtres et d'agglomérés.

Sont nommés chevaliers :

MM. François Allier, directeur de la distribution d'EDF-GDF ; Jean Bera, président d'une entreprise textile ; Yves Boudil, directeur d'une banque ; Jean-Pierre Brodiche, président de sociétés ; Pierre Caspar, professeur au Conservatoire des arts et métiers ; Paul Comte, ancien chef de service à EDF ; René Couderc, ancien ouvrier métallurgique.

M^{me} Lucien Delamarchon, épouse Andrieux, ancienne secrétaire dans une entreprise de constructions électriques.

MM. Pierre Gaurin, président d'un organisme professionnel ; Cyril Havard, président d'une société ; Jean-Jacques Lefebvre, directeur-adjoint d'une compagnie téléphonique ; Pierre Legendre, directeur adjoint d'une usine sidérurgique ; Marcel Lejeune, directeur adjoint d'une société de cycles ; Jacques Lemaignon, chef des services dans un groupe de sociétés d'électricité, d'électronique et d'informatic ; Marcel Lhonnau, directeur dans une société textile ; Roland Perinat, président d'une société ; Richard Plant, directeur d'une société ; M^{me} Raymond Plombaud, épouse Piaffier, membre d'une organisation professionnelle ; Jacqueline Richier, épouse Lalen, directeur adjoint d'une imprimerie.

PTT

Est promu officier :

M. Jacques Doudoux, directeur à l'administration centrale.

Sont nommés chevaliers :

MM. Georges Dapuyron, directeur à l'administration centrale ; René Grinard, directeur des télécommunications à Besançon ; Serge Kumpf, président de société de télécommunications ; Etienne Landes, surveillant à l'administration centrale ; Jean Olatzka, chef de section à Bayonne ; M^{me} Colette Savary, chef de section ; M. André Via, directeur d'établissement à Vézily.

Education nationale

Est promu commandeur :

M. Léon Péro, professeur d'université.

Sont promus officiers :

MM. Jean Anthony, professeur honoraire du Musée d'histoire naturelle ; Daniel Beynon, professeur à l'université de Clermont-Ferrand ; Alain Couadal, attaché d'administration ; Guy Caplat, inspecteur général ; Robert Chevreton, professeur à la faculté de médecine d'Albi-Marseille ; Georges de Davidoff, inspecteur général ; Louis Desgraves, inspecteur général des bibliothèques ; Jean Guéniot, professeur à l'université Paris-Sorbonne ; Armand Guillaud, professeur de lycée ; Jean Lataillade, professeur de lycée ; Maurice Niveau, recteur de l'académie de Lyon ; Marcel Rodat, conseiller d'administration ; Antoine Rousset, professeur d'université ; Jean Thibaut, professeur de l'université de Besançon ; Francis Vain, professeur de l'université Paris-X-Nanterre.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Jeannine Bardeau, directrice d'école normale d'institutrices à Paris ; M^{me} Roger Caluza, professeur de lycée ; Alphonse Chambard, inspecteur de l'éducation à Montpellier ; Paul Chardeson, agent chef de lycée ; M^{me} Jacqueline Cherpis, inspecteur de l'enseignement technique ; M^{me} Yvonne Guehenne, épouse Giapin, directrice d'école primaire ; MM. Jacques Croux, professeur d'école normale ; Maurice Deschamps, intendunt de lycées ; M^{me} Arlette Drangnet, épouse Lamy, administrateur adjoint ; M^{me} Jeanne Lardoux, chef d'atelier audiovisuel ; Pierre Favier, professeur de lycée ; Francis Gaboreau, directeur d'école primaire ; Jacques Gernet, professeur au Collège de France ; René Girault, professeur à l'université Paris-III ; Joseph Gourlaouen, inspecteur général de l'éducation ; Pierre Grandmottet, professeur à l'université de Franche-Comté ; Serge Laroche, secrétaire général de la fondation des sciences politiques ; Anne Laroche, agent chef magistrier de lycée ; Etienne Jourdan, secrétaire d'administration sociale et universitaire en chef ; André Labérrière, président de l'université de Reims.

M^{me} André Magne, épouse Sorin, principal de collège à Gradignan (Gironde).

M^{me} Jean Peynet, professeur de lycée à Tournay (Seine-et-Loire) ; Jean Pilo, professeur de lycée ; Gaston Rey, inspecteur d'académie à Versailles ; Michel Serres, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne Paris-4.

M^{me} Françoise Vagner, épouse Dumas, inspecteur pédagogique régional à Crevin ; Catherine Vichot, épouse Coquery, professeur à l'université de Reims.

Affaires sociales et solidarité nationale

Est promu commandeur :

M. Henri Gaulton, professeur honoraire à Paris-1.

Sont promus officiers :

MM. Edouard Brasseur, secrétaire général de la fédération de la mutualité française ; Max Jardon, directeur d'un centre médico-social ; Marcel Le Cèze, vice-président d'une institution mutualiste ; Jean-Charles Sourin, médecin-chef de service honoraire des hôpitaux ; Léon Tabat, administrateur de l'INSEE.

Sont nommés chevaliers :

MM. Marcel Blanebard, vice-président d'un centre de l'enfance handicapée ; Robert Bos, conseiller pour les affaires sociales auprès d'un hôpital ; Gildas David, responsable d'une œuvre caritative ; Louis Desaint, administrateur à l'administration centrale ; André Duffaure, secrétaire général de l'UNAF ; Robert Florent, président d'une caisse d'assurance-maladie ; Jean Grob, directeur de la caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; Marc Monod, vice-président d'un office pour personnes âgées ; Francis Polinet, président d'une association d'amis et de parents d'enfants handicapés.

Santé

Sont promus officiers :

MM. Roger Chevray, sous-directeur honoraire de l'Assistance publique ; Pierre Fere, président d'un groupe de laboratoires pharmaceutiques ; Robert Laplanet, médecin-chef de service honoraire des hôpitaux ; Paul Migonies, ancien pneumologue.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Rita Chavay, dite Breton, ancien médecin ; MM. Paul Charrière, directeur d'un centre hospitalier ; Guy Cocatrix, président d'une œuvre de lutte contre l'alcoolisme ; M^{me} Augusta Faivre-Daval, épouse Friauf, ancienne directrice d'une maternité ; MM. Jean Lacalmonie, directeur de la fondation Santé des étudiants de France ; Jean Leprieux, médecin-chef de service des hôpitaux ; Louis Lavanchy, président d'un syndicat de fabricants d'appareils à usage médical ; Robert Schmeider, chef de service à l'administration centrale ; Emile Thiery, ancien gynécologue.

Rapatriés

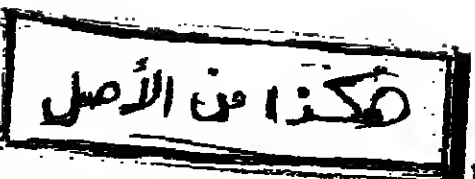
Est promu officier :

M. Eliaou Kaoumou, ancien secrétaire général de la mairie.

Sont nommés chevaliers :

MM. Gaston Ghenawia (dit Enrico Macias), artiste de variétés ; Jean-Louis Toussez, avocat.

(A suivre.)



Le Monde

culture

CINÉMA 1984

Une année en cache toujours une autre

(suite de la première page.)

Le film de Jean-Marie Poiré, s'arrête juste au-dessus du million et se laisse distancer par Jean-Paul Belmondo (le Marginal), qui franchit la barre.

Cette fois, Michel Blanc se bat contre un Américain (Indiana Jones) alors qu'en janvier dernier les Français, au contraire, en corps armés des Compagnons, caracolent devant Flashdance, Octopussy et le Retour du Jedi. Cela confirme simplement que le public, le grand, celui qui englobe bien des différences, trouve désormais des aventures à la mesure de son envie de rire, d'écouter et de folâtrer, et son avatar moderne, à la poursuite du diamant vert (Spielberg), drôlesques et terre à terre (Marche à l'ombre, ou Papy, et Pinot simple flic, mais aussi les Ripoux). Le peloton rassemble, grosso modo, les mêmes plaisirs, les mêmes désirs.

La rubrique « En tête cette semaine », pour la période 18-25 décembre 1984, fait comme de juste la part belle à la détonation SOS fantômes (science-fiction et tarte à la crème) et Grandis (les monstres hilares), et puis les mirages du show-business et de la réussite suivant : Paroles et musiques, d'Elie Chouraqui. Les 1^{er} janvier ne sont pas des 1^{er} avril, les succès sont réels.

Avant d'examiner les pots cassés, il faut quand même admettre que Noël a réservé des cadeaux inattendus : Amadeus, le métronome en haleine, près de trois heures durant, 732 389 spectateurs (Mozart, plus fort que Belmondo). Le génie devient familier, les ambiguïtés de la jalousie sont pédagogiquement expliquées, et la musique régit sans fatiguer l'attention. La musique fait recette, la Traviata, en 1983, commençant à le dire, puis le Carmen de Rossi, et enfin Amadeus. Que sera-ce en 1985, année de la musique ? En fin, pour rester dans le domaine de la qualité qui rapporte : Paris, Texas.

La Palme d'or, Wim Wenders avait-elle jamais révisé 579 789 spectateurs ?

L'effacement des valeurs sûres se poursuit, les grandes vedettes de chez nous, même rondement menées, finissent par laisser : la Vierge du serpent à plumes approche les 500 000 entrées, mais sans enthousiasme. Coluche n'a pas non

plus réussi à tirer le Bon Roi Dagobert du marasme, malgré l'aide de Michel Serrault, mais il y a des désastres inextricables. Plus mystérieuse, en 1983 (le batant) et 1984 (l'horreur), est la distance que le public entretient désormais avec Alain Delon.

Et Belmondo, le consacré perdant de l'année ? Provisoirement, dans la catégorie Tarzan, il est moins sédui-

sant que le tenant du titre, Graystone (760 109). Joyeuses Pâques (847 325 entrées) n'obtiendra peut-être pas les scores des Maris et Femmes (757 560), qui était déjà dépressif. Ça fait quand même beaucoup de tickets vendus la même année, et les Français ont préféré ses pantalonnades au désert de Fort Saganne (585 808). Mais il n'est plus l'As des As.

Joyeuses Pâques, ce sont les vieilles ficelles du théâtre de boulevard (Monsieur découche et il est ridicule), et les vieux décors du cinéma français en studio, plus beaucoup trop de dialogues pour pas assez d'action. Franchement, ce ne sera pas difficile pour Belmondo de faire mieux, et de rallier de nouveau un million de fans à son panache bleu bien rouge. La constatation vaut pour Coluche, et pour Pierre Richard, dont le Jumeau a attiré moins de monde que la ravageuse Femme publique et l'impressionniste Dimanche à la campagne.

Les goûts évoluant peu, les engagements sont par définition giratoires. 1984 rassemble à 1983, pourtant, une année rassemble-t-elle à une autre quand meurent François Truffaut, Joseph Losey, Pascal Ogié ? Ces cassures-là sont irrémédiables, le reste, malgré son importance, prend alors des allures d'anecdotes. Les ratons d'Hitchcock avec cinq films (J'embrasse sur cour a été le pré-fidélité qu'on n'avait pas vus depuis plus de vingt ans ; celui de Georges Rouquier, avec Biquette, de Taharons conjugués à Mourir dans un jardin anglais, en passant par 1984, le cinéma anglais a été remarqué. A moins que l'on préfère retenir la collaboration de Godard et Johnny Halleyday (Délicieuse), à moins que l'on sonne le glas de la Nouvelle Vague, par le tour de force de Volker Schlöndorff : Un amour de Swann, au cinéma ! Ça se passait en 1984.

La vitalité sauvage c'est peut-être ce qu'attend la vieille Europe. Les Aborigènes transplantés d'Australie aux Bouffes du Nord, en 1983 à cette année, les femmes esquimaudes de l'Alaska au Théâtre de Chailly : flash sur des regards et des cris.

L'avant-garde des années 80 court après les traditions, les décors, façon Théâtre du Soleil avec ses Shakespeares à l'orientale, les reconstitue comme la ferra Peter Brook avec la Mahabharata car 1985 sera l'année de l'Inde et 1986 celle du Japon. A moins qu'un Wergma...

COLETTE GODARD.

La course de Lino Ventura

Ancien reporter, auteur de livres de polio-fiction, Bastien Grimaldy est soudain agressé, harcelé au téléphone, menacé de mort. Par qui ? Pourquoi ? Il n'a rien fait. Mais, comme la police ne lui vient guère en aide, il court lui-même au-devant du danger, cherche la vérité.

La Septième Cible, film de mystère et d'angoisse de Claude Pinoteau ressemble au Silencieux, par lequel celui-ci débuta en 1972. Le scénario de Jean-Loup Dahladie entremêle les fils d'une intrigue obscure, inquiétante : chaque personnage peut être suspect, car la mise en scène révèle, habilement, des éléments nouveaux (mais pas suffisants pour tout comprendre) à chaque séquence. Lino Ventura parle peu, réfléchit vite, fonce, protège tout qu'il aime tout en parant les coups à lui seul destinés. Parmi ses partenaires, il y a, venue du Silencieux, Lila Massari.

Rien de nouveau, donc, chez Claude Pinoteau. Mais un savoir-faire intact pour les scènes d'action et de poursuite, les atmosphères étranges, les rapports psychologiques, la façon de typer les seconds rôles autour de l'acteur-vedette. On se trouve à l'aise dans son fauteuil pour goûter les valeurs sûres de cette qualité France.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films en exclusivité.

Fictions pour « première partie »

Avant la généralisation du « double programme » comportant deux films de long métrage dans les salles de cinéma, on produisait comme « hors d'œuvre » précédant l'entracte, de courts sujets de durée variable mais limités.

Chercheurs impénitents pour lesquels - ils ont raison - le moindre « nanar » peut avoir une valeur historique ou sociologique, Raymond Chirai et Jean-Claude Romer ont recensé, uniquement dans la catégorie fiction, ces films qui ont eu une existence éphémère, mais furent parfois tournés et interprétés par des acteurs en scène et acteurs célèbres.

Leur Catalogue des films de fiction de première partie 1929-1939 vient d'être publié par le Service des archives du film de Bois-d'Arcy. Si l'on y trouve, à cause de la longueur, le Sang d'un poète, la Parole de campagne et 240 de conduite, les surprises viennent de « gammes » effrénées par Autant-Lara, Becker, Clément, Clouzot ou Bresson (les Affaires publiques, 1934) et de bandes aux titres incroyables exécutées par des artisans travaillant presque à la chaîne.

On s'amuse et on réfléchit à ce que tout cela a été ou pouvait bien être (les indices de scénarios n'ont pas toujours été retrouvés). Avec ses fiches et index minutieusement établis, se mire en pages favorisant une lecture claire, ce catalogue séduira tous les cinéphiles.

J. S.

Le centre d'insertion lyrique

Dans l'espoir de reconstruire le corps de chanteurs français dont nos théâtres (et bientôt l'Opéra de la Bastille) ont tant besoin, le ministère de la culture et le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ont créé en décembre 1983 deux Centres d'insertion professionnelle d'art lyrique (CIPAL), l'un pour les chanteurs solistes (d'abord confié à l'Opéra de Nice), l'autre pour les choristes, qui sont réunis maintenant à Marseille sous la responsabilité de Jacques Karpo, directeur de l'Opéra de cette ville.

Ces centres assurent une formation complémentaire très poussée pour de jeunes professionnels, pendant deux ans, et les aident à trouver des engagements.

Le recrutement a sans doute été trop sévère pour les solistes, qui ne comptent qu'une soprano et trois barytons, tandis que les choristes sont vingt-sept pour la saison en cours. Cependant sept autres chanteurs, déjà engagés dans des théâtres, bénéficieront, pour l'apprentissage de leurs rôles, des conseils de la grande Rita Streich.

La scolarité est gratuite et les stagiaires disposent d'une bourse mensuelle équivalente au SMIC. Ils participent aux répétitions et parfois aux spectacles de l'Opéra de Marseille.

* CIPAL, 49, rue Chape, 13004 Marseille.

HOROSCOPES, OPÉRETTE ET VIDÉO

Les jeux de la mode

Le 31 décembre 1984, trois lectures d'avenir - sur une boucle de cristal et jeune d'œuf - étaient livrées au journal FR 3 de France (FR 3 qui aura son émission horoscope en 1985). A celui de TF 1, Patrick Sébastien jouait les Noctambules de fantaisie et plus tard Patrick Sabatier réunissait une soixantaine de vedettes, groupées par signes astrologiques, avec des astrologues chargés d'annoncer que désormais, tout trait sinon bien, du moins mieux.

Qu'on fasse ou non semblant de ne pas y croire, demander à l'irrationnel des assurances sur le futur est signe d'angoisse. Les effets de la crise, le sentiment d'instabilité n'épargnent pas les favoris de la plume - toujours capricieuse - ni les PDG des chaînes au monopole menacé. La crise, dit-on, est causée de l'engouement pour le spectaculaire, le divertissement insouciant, les aventures microbolantes, les fées, les contes cosmiques, l'amour idyllique. Pour l'évasion en tout genre. Comme si cet engouement n'était d'aujourd'hui ! Ce sont peut-être les créateurs, et

les « décideurs » qui calment leurs inquiétudes avec du rose bonbon.

On a toujours souhaité rêver, ce qui évolue, c'est le rêve. La manière de rêver, les modes. Les modes 84 se sont accrochées au jeu : le jeu de la mode elle-même. Elle a franchi ses frontières, monte sur scène, grimpe aux murs, se colle aux affiches, impose ses images à notre imagination, se constitue en patrimoine, a vu garder sa mémoire au musée. Les jeux vidéo : ils règnent sur le cinéma, qui emprunte leurs thèmes, leur mécanique, leur esthétique, l'éclat des couleurs froides, les formes tout en surface et perspectives truquées, la géométrie des poursuites, l'attente, l'attente, l'attente des objets et des personnages... Et le théâtre, lui, se prend à son jeu des langues et de l'illusion.

Mais les modes ne se décrètent pas par arrêté ministériel. S'il est vrai que l'opérette reprend du service en édition de luxe, elle risque d'étouffer par surimpression, par manque de renouvellement des auteurs et des chanteurs - et Georges Guétary, sur de la musique play-back, joue les pape

poules (l'heure papale) dans des décors pauvres, pour des cartes vermeil et leurs petits-enfants...

Et si, bizarrement, le public a boudé au Festival d'Automne, les variétés napolitaines et les merveilleuses marionnettes de Milan - dont les façons ne sont pas si loin des nôtres - le flamenco pur d'Andalousie a fait des ravages, le tango argentin a réveillé une mode qui n'était plus que nostalgique. C'était la rencontre de la sophistication théâtrale et d'une vitalité sauvage, c'était quelque chose qu'on attendait sans savoir.

La vitalité sauvage c'est peut-être ce qu'attend la vieille Europe. Les Aborigènes transplantés d'Australie aux Bouffes du Nord, en 1983 à cette année, les femmes esquimaudes de l'Alaska au Théâtre de Chailly : flash sur des regards et des cris.

L'avant-garde des années 80 court après les traditions, les décors, façon Théâtre du Soleil avec ses Shakespeares à l'orientale, les reconstitue comme la ferra Peter Brook avec la Mahabharata car 1985 sera l'année de l'Inde et 1986 celle du Japon. A moins qu'un Wergma...

COLETTE GODARD.

EUROPE ET PROVOCATION

La stratégie des Stranglers

Les Stranglers sont nés en Angleterre au moment de l'explosion punk. Plus âgés, meilleurs musiciens que les groupes issus de ce mouvement, ils étaient pris entre deux feux, rejetés à la fois par leurs pairs et par l'établissement. Pourtant, le public les préférait. D'entre, leurs disques ont gagné le sommet des hit-parades : ils sont, depuis, l'un des plus gros « vendeurs » de disques dans leur pays. Faisant du noir leur image de marque, nourris d'une conscience sociale et politique aguerrie, provocateurs cyniques, déclarés ennemi public numéro 1, à une époque leurs disques ont été interdits à la BBC et leurs concerts sur le territoire anglais.

Chaque enregistrement a marqué une évolution, tentant des aventures musicales, des expériences sonores, tout en restant fidèle au rock et au « format » de la chanson populaire. Farouches défenseurs de l'Europe, les Stranglers ont essayé de définir la

conception de leurs albums par des symboles : le rat, le corbeau, les félins. Le dernier, *Aural Sculpture*, est illustré par la sculpture d'une œuvre gigantesque qu'ils ont spécialement fait réaliser et qu'ils ont exposée devant la colonie Nelson. Aujourd'hui, ils ne se présentent plus comme des musiciens mais comme des sculpteurs auralisateurs. Jean-Jacques Burnel, le bassiste, compositeur et producteur aux origines françaises, nous a expliqué pourquoi.

« Les Stranglers se définissent comme un groupe européen, en quoi l'est-il ? »

« La notion de l'Etat-nation est déjà dépassée ; elle l'est d'autant plus si on l'endosse comme une forme d'identité dans un domaine aussi international que la musique. »

« L'idée européenne ne va pas disparaître avec la mode, c'est pour l'instant quelque chose d'in-

forme, mais c'est aussi un idéal auquel tout le monde, une génération au moins, peut s'identifier. Aujourd'hui, l'idée est assez floue pour ne pas déranger les gens qui pourraient l'être par des références spécifiquement françaises, allemandes, britanniques, etc. »

Déjà, plusieurs groupes commencent à revendiquer une musique européenne et se pensent européens, ça aide à créer une atmosphère européenne. Quant à savoir à quel ça correspond... On peut dire : une façon de voir (plutôt que de faire) les choses. Les Européens sont moins rock'n'roll. On a coutume de dire que la musique moderne vient des Noirs, le blues, le gospel, le jazz, le rhythm'n'blues, mais on peut dire aussi qu'elle vient des esthètes européens qui avaient une culture classique, Satie, Stravinski, Debussy, Ravel... Les deux sont valables. Nos racines sont beaucoup plus éclectiques que rythmiques, ce qui ne renie pas la bonne influence des Noirs et des Américains. Il y a simplement une distinction, et c'est une façon de voir les choses, plus esthétique, sachant aussi que l'esthétisme peut être très ennuyeux.

Pourtant, pour la première fois, l'influence noire et l'influence américaine sont sensibles dans votre nouvel album ?

En matière de musique, les Blancs ont souvent voulu être des Noirs. A partir du moment où l'on s'accepte et où l'on a une conscience de soi en essayant de l'exploiter au mieux, de l'améliorer plutôt que de prétendre à autre chose, on commence à créer de façon vraiment positive. On n'a plus peur des influences extérieures. Il est bon de les remuer à sa façon et absurde, en revanche, de les renier dans un domaine, encore une fois, aussi international que la musique. Certaines cultures trouvent certains rythmes ou une façon de faire la musique plus faciles que d'autres. Mais ce n'est pas le monopole d'un groupe ethnique. Prenons le reggae : les Noirs sont-ils les seuls à pouvoir le jouer ?

Avec votre nouvel album, vous ne vous posez plus en musiciens mais en sculpteurs auralisateurs - qu'est-ce que ça signifie ?

En termes précis, ça signifie que l'on veut garder notre indépendance, une forme d'« isolation » par rapport aux autres groupes, en préservant une identité. Nous ne voulons pas être associés à ces musiciens qui perpétuent une musique banalisée. Tous ces charlatans qui abusent

de l'art sans être des artistes et ce qui sert de la science sans être des scientifiques. Surtout en Angleterre, on remarque actuellement un retour à cet aspect « variétés » de la musique, c'est-à-dire qu'elle redevient un fond sonore et non plus une chose vivante qui traduit le quotidien comme dans les années 60. On peut prendre aussi cette position pour un exercice de style, mais nous ne voulons pas être coupables par association. Alors, nous ne faisons plus de la musique mais de la sculpture. C'est une manière de dérision, car, si le terme est révolutionnaire, la musique ne l'est pas, elle fait partie d'une tradition.

Aujourd'hui, vous utilisez les ordinateurs : la modernité doit-elle passer par la technologie ?

Pas nécessairement, mais il ne faut pas renier ce que nous avons à notre disposition. Il faut surtout ne pas avoir peur de la technologie. Si on l'aborde en touriste, on peut penser qu'il y a une fonction tyrannique ; les programmeurs deviennent alors les programmateurs. Nous essayons de maîtriser les machines : sur le nouvel album, nous nous sommes beaucoup servis des ordinateurs pour obtenir des sons conventionnels. C'est notre musique la plus électronique, et, en même temps, il n'a pas le son élicé de l'électronique.

Le rock reste-t-il, à votre avis, un bon moyen d'expression ?

Artistiquement, il ne crée plus beaucoup la nouveauté. Il crée beaucoup de nouveaux emballages. Par définition, c'est assez limité. Il y a quelques années, nous refusions de nous définir comme un groupe de rock, car le terme avait perdu beaucoup de sa valeur. Les gens qui se pensent révolutionnaires à travers le rock sont soit des charlatans, soit des sourds-muets et des aveugles. On ne peut plus faire passer des choses importantes exclusivement par la musique ; mais, liée à d'autres choses, elle reste une forme d'expression efficace. Souvent le rock est plus fort en termes d'images, d'esprit. Une image de marque.

Et le vidéo-clip ?

Le vidéo-clip est devenu un moyen d'expression bien plus pour les réalisateurs que pour les groupes. C'est un outil de marketing très évident mais, qui risque, je pense, de tuer à long terme la musique. D'abord, parce que ça nécessite des ressources finan-

cières importantes que les groupes débutants ne peuvent pas assumer. Et puis, ça réduit de beaucoup l'imagination, parce qu'on joue avec des images qui sont bien plus définies que dans la musique qui est, elle, plus physique et plus sensuelle.

Vous avez toujours été un groupe provocateur. En quoi la provocation est-elle bonne ?

Parfois, c'est juste un moyen d'arriver à une certaine vérité des choses. La provocation en elle-même, c'est enfantin mais ça peut être un catalyseur, tout dépend comment on l'emploie. Provoquer une réaction, c'est déjà plus honorable que de provoquer l'apathie. Dans n'importe quel système démocratique, rien n'est plus dangereux que l'autosatisfaction. La provocation est un remède efficace contre le cancer de la faiblesse intellectuelle et physique.

La BBC vous présente maintenant comme l'un des fleurons de la culture britannique. Ça ne vous inquiète pas ?

Bien sûr, il est toujours inquiétant de voir le système essayer de vous assimiler. C'est la façon britannique de faire les choses : s'il y a un danger, on essaie de l'assimiler, de le compromettre et de le diluer. Alors, effectivement, si nous sommes présentés comme une « fierté » de la culture britannique, c'est un peu un constat d'échec, puisque notre ambition n'est pas d'être perçus comme un groupe britannique. Mais c'est peut-être aussi en raison de notre longévité (les choses ne durent pas très longtemps) : le nom des Stranglers est plus connu que leur musique, il fait partie de l'évolution musicale en Angleterre. C'est ça qui est inquiétant, mais on ne peut rien faire contre, à moins de se séparer. Pour se consoler, on peut se dire qu'il y a un certain snobisme à avoir une vision définitive d'où on veut être placé.

Si vous rencontriez un extra-terrestre qui ne saurait rien du rock, que lui diriez-vous pour définir ce que vous faites ?

Ecoutez-moi, je balance des idées et je fais du bruit avec. Regardez ce qu'on peut faire grâce à ça : on peut bouger, délier, rêver, faire l'amour ou simplement écouter et, de toute façon, nous avons écrit un album sur toi (*The Meninblack*).

ALAIN WAIS.

* Discographie chez Pathe Marconi et CBS.

ROCK

Affaires sociales et solidarité nationale

Des points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

Les points de vue sur la situation sociale et culturelle de la France, par Jean-Pierre Laroche, directeur de la recherche et de la documentation à l'Institut de la culture.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Un « coin de conversation » pour solitaires

Ouvrir un « coin de conversation » où l'on se parle, en bleu de travail ou avec un collier de perles ou cou, d'une voix fraîche ou qui tremble un peu, c'est possible. C'est utile pour vaincre « la solitude qui est partout, comme le sable au Sahara ». Pour l'écarter, l'infirmité. M^{lle} Lily Szénasi fait redécouvrir la conversation comme art de vivre et d'être bien ensemble.

Sport mental

M^{lle} Szénasi souligne la gratuité de la démarche : « C'est une formule qui ne coûte rien. On ne se présente pas ; on arrive et on part quand on veut. » Une règle d'or : « A la table de conversation, on n'offre rien et on n'accepte rien. » Chacun paie son whisky ou sa tasse de café. L'anonymat, dit-elle, donne une liberté qui n'existe pas toujours quand on est connu de ses interlocuteurs. « De quoi parler-on ? De tout et de rien, en évitant la religion et la politique. »

M^{lle} Szénasi veut créer des possibilités d'échange dans tous les lieux publics : le banc de conversation d'un restaurant ou d'un café, le coin de conversation dans le hall d'un hôtel, le foyer d'un théâtre, de l'Opéra, l'« îlot de la parole » sur une plage. « Il suffit, dit-elle, que le lieu soit nettement désigné pour qu'il n'y ait pas de doute. »

Une femme, pas trop jeune, lui semble parfaite pour sensibiliser les candidats... à la parole. Jeune, elle se ferait draguer ; un homme pourrait gêner certaines femmes qui se sentent plus libres en s'adressant d'abord à une autre femme.

M^{lle} Szénasi fait l'apologie de l'échange verbal : « La conversation comme sport mental est insuffisamment pratiquée, dit-elle. Parler, c'est bon pour tout le monde, pas seulement pour les intellectuels. » Et encore : « Une bonne conversation, quel plaisir ! on rit, on discute ensemble ! » « Les gens, conclut-elle, ont perdu l'habitude de converser. La communication ne requiert pas de moyens techniques ; rien ne remplace la personne qui est en face de vous, qui vous écoute, vous répond, et, autant que vous, envie de cette rencontre. »

DANIELLE TRAMAND.

M^{lle} Szénasi a créé une association Pour se parler, BP 34, Ixelles 2, 1050 Bruxelles, Belgique, mais souhaite avant tout susciter des familles.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 31 décembre :

DES ARRÊTÉS

● Fixant le plafond de ressources de l'année 1985 applicable en 1985 pour l'octroi des majorations aux rentes viagères constituées à compter du 1^{er} janvier 1979.

● Relatif au taux de la taxe intérieure de consommation sur le supercarburant, l'essence, le gazole et le fioul domestique.

● Autorisant le théâtre national de l'Opéra de Paris à participer au capital de la société du théâtre des Champs-Élysées.

Sont publiés au Journal officiel du mardi 1^{er} janvier :

DES LOIS

● Portant modification de certaines dispositions relatives aux relations entre l'Etat et les collectivités locales.

● Portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi du 9 juillet 1984 portant réorganisation de l'enseignement agricole public.

● Abrogeant certaines dispositions des lois de 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et du 17 juillet 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et relative à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.

● Complétant la loi du 1^{er} août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé.

DES DÉCRETS

● Fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

● Fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 JANVIER

« Le château de Vincennes », 14 h 30, entrée principale, M^{me} Senant.

« Les synagogues », 14 h 45, métro Saint-Paul, M^{me} Senant.

« Musée Fragonard », 15 heures, 12, boulevard des Capucines, M^{me} Allaz (Caisse nationale des monuments historiques).

« Diderot », 15 h 30, 11, quai Conti (M^{me} Angot).

« Le Donateur Rousseau », 13 heures, Grand-Palais (Connaissance d'art et d'ailleurs).

« Diderot », 13 heures, 11, quai Conti (P. V. Jactet).

« La Conciergerie », 14 heures, entrée (M. Polyer).

« Le regard de Diderot », 15 heures, musée du Louvre, porte Denon (Paris et son histoire).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

EN BREF

ASSURANCES

VOL A MAIN ARMÉE. — Les hôteliers ont la responsabilité des objets qui leur sont confiés et doivent, en cas de vol, indemniser intégralement les victimes, sauf en cas de force majeure (imprévisible, inévitable). Un hold-up répond-il à cette définition ? Le tribunal de grande instance de Paris a estimé que non, dans un jugement du 25 janvier 1984, après qu'il s'agissait d'une forme de violence trop quotidienne pour être imprévisible et, par conséquent, assimilée à un cas de force majeure. La direction de l'établissement a donc été condamnée à dédommager les personnes délestées de leurs biens.

EXPOSITIONS

ORCHIDÉE 93. — Démocratiser l'orchidée, cette fleur somptueuse, connue dès la plus haute antiquité, tel est le but de l'association Orchidée 93, qui organise le 25 janvier de 14 heures à 20 heures, le 26 janvier de 10 heures à 22 heures et le 27 janvier de 10 heures à 19 heures, une exposition de certaines de ces fleurs, venues de France et d'ailleurs. Un partenariat fédérique pour commencer l'année dans la beauté.

Centre des expositions, place Benoit-Franchon, 93100 Montreuil. Bbox : 528-62-30.

LOISIRS

COUSINS GERMAINS. — L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) accorde vingt-cinq bourses de voyage aux jeunes Français de moins de trente ans désireux de réaliser un projet individuel en République fédérale d'Allemagne. Qu'il s'agisse de découvrir des aspects géographiques, historiques, sociaux, culturels, économiques,

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps prévu en France entre le mardi 1^{er} janvier à 6 heures et le mercredi 2 janvier à 24 heures.

La France va rester dans un contrast de nord-ouest froid. Des lignes de grains vont descendre de la mer du Nord à travers le pays, donnant au passage des chutes de neige, même en plaine.

Mercredi matin, ciel chargé et chutes de neige de la Manche orientale au nord-est et au nord des Vosges. Toujours des températures de -2 à -4 degrés. De la Normandie au Val de Loire et à la Franche-Comté, ciel nuageux, faibles ondées de bruine verglacée et flocons de neige ; il fera de 0 à -2 degrés. Sur les Pyrénées, le ciel restera très chargé en nuages. Sur la Corse, des ondées encore possibles. En bordure de l'Atlantique, de gros nuages donneront quelques avertis, mais il y fera plus doux qu'ailleurs : 1 à 3 degrés au lever du jour. Sur toutes les autres régions, assez beaux temps froids avec souvent -2 à -3 degrés en début de matinée et, par places, -3 à -5 degrés.

Au cours de la journée, le mauvais temps, avec ciel nuageux et chutes de pluie verglacée ou de neige en localités au nord-est d'une ligne allant de Rennes à Lyon. A l'est et au sud de cette ligne, ciel variable avec seulement quelques nuages passagers. Le vent de nord soufflera assez fort par moments, en bordure de la Manche, d'une part, et de la Méditerranée, d'autre part.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer (à Paris, le 1^{er} janvier, 7 heures, de 1022,3 millibars, soit 766,8 millimètres de mercure).

LA RÉFORME DES PERMIS MOTOS

A compter du 1^{er} janvier 1985, le nombre des permis de conduire les motocycles sera réduit à deux, au lieu de trois comme c'est actuellement le cas. Le premier permis, accessible à partir de l'âge de seize ans, donnera le droit de piloter des machines d'une cylindrée n'excédant pas 80 centimètres cubes, dont la vitesse sera limitée à 75 kilomètres/heure par le constructeur. Les détenteurs de ce permis pourront conduire, lorsqu'ils auront atteint l'âge de dix-sept ans, des motos de 125 centimètres cubes, d'une puissance limitée à 13 CV.

C'est à partir de dix-huit ans qu'il sera possible d'obtenir le deuxième permis, qui couvrira toutes les machines d'une cylindrée supérieure à 125 centimètres cubes, mais dont la puissance sera dans tous les cas limitée à 100 CV. Les personnes possédant un permis A1 bénéficieront des mêmes droits que les futurs détenteurs du permis de première catégorie, tandis que celles qui détiennent un permis A2 datant de plus de deux ans pourront obtenir sans examen le nouveau permis « toutes catégories ».

Enfin, les titulaires d'un permis B (voitures particulières) antérieur à mars 1980 restent autorisés à conduire des motos de 125 centimètres cubes. Si leur permis est postérieur à cette date, ils ne pourront conduire que des machines de 80 centimètres cubes.

politiques ou autres, le simple touriste étant exclu. Le candidat devra illustrer son expérience par un rapport écrit ou sous forme de diapositives ou de bande vidéo. Un nombre égal de bourses est prévu pour les jeunes Allemands souhaitant se rendre en France.

* OFAJ, bureau permanent de Paris 6, rue Cassini-Désirguez, 75006 Paris (avant le 15 avril 1985).

SOS AMITIÉ

UN CINQUIÈME NUMÉRO D'APPEL EN RÉGION PARISIENNE. — SOS Amitié répond jour et nuit à cent mille appels téléphoniques par un centre de la région parisienne. Pour les cinquante mille autres appels qui se heurtent au signal « occupé », un nouveau centre est créé depuis le 15 décembre. Son numéro est le 293-31-31.

VIE ASSOCIATIVE

LE GUIDE DES GUIDES. — Cet ouvrage, publié par le Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID), recense l'ensemble des documents d'information pratique conçus par les ministères sur tous les aspects de la vie de chacun dans ses rapports avec les services publics. Le Guide des guides indique, pour chaque document perdu, sa nature, son thème, les services qui l'ont réalisé, la date de parution, le public auquel il s'adresse et les moyens de se le procurer.

Il est envoyé gratuitement aux associations et relais d'information uniquement. Demande écrite au SID, département information des usagers, 19, rue de Constantin, 75009 Paris.

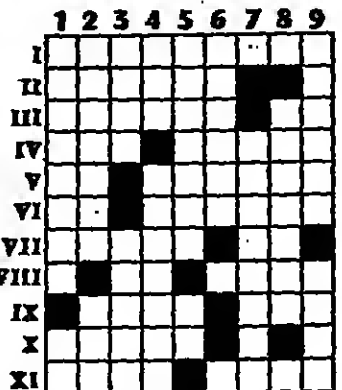
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier) : Ajaccio, 10 et -1 degrés ; Biarritz, 4 et 4 ; Bordeaux, 4 et 2 ; Bourges, 2 et 0 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 8 et 4 ; Cherbourg, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 1 et -6 ; Dijon, 0 et -4 ; Grenoble-St-M-H., -3 et -6 ; Grenoble-St-Geoirs, -1 et -7 ; Lille, 3 et 2 ; Lyon, 0 et -6 ; Marseille-Marguieux, 4 et -2 ; Nancy, 0 et -3 ; Nantes, 4 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 9 et 2 ; Paris-Montsouris, 5 et 3 ; Paris-Orly, 3 et -1 ; Pau, 2 et -2 ; Perpignan, 8 et 5 ; Rennes, 6 et 2 ; Strasbourg, 0 et -4 ; Tours, 2 et 2 ; Toulouse, 4 et -1 ; Poitiers-Père, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger :

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3873



HORIZONTALEMENT

I. Tiercé dans l'ordre. — II. L'exercice est et assez lourd en même temps. — III. Bon pour le service. Négatif. — IV. Peut être l'œuvre d'un fou. S'exprime en italique. — V. Deux de pique. Fait donc revenir son cheval ou fait passer chevalier. — VI. Participe passé. Comme un parfum peu engageant. — VII. Faisait partie de la panoplie des jongleurs. Symbole chimique. — VIII. Abréviation. Qui peut donc se faire sans retard ou avec avance. — IX. Nous fait serrer la ceinture. Ses débordements sont connus au Japon. — X. Commence par des pots de vins et finit souvent en dessous de table. — XI. Grosse « panne » d'eau. Passe en silence.

VERTICALEMENT

I. Pièces d'identité. Pronom. — 2. S'appuie sur quelque chose de sacré. Filles adoptive. — 3. Poids à surveiller si l'on décolle. Mauvais café. — 4. Archevêque de Guinée. Mauque de suc. — 5. Transporteur d'or. Démonstratif. — 6. Grand consommateur de flotte. — 7. Se fait à pieds. — 8. Prête à faire le ménage. — 9. Suffoqués. Roudin.

Solution du problème n° 3872

Horizontalement

I. Empeigne. — II. Isolateur. — III. Bouc. — IV. Exil. Pan. — V. Fil. — VI. Iouler. — VII. Iscrits. — VIII. Caers. — IX. Aéré. Mule. — X. Ce. Écurie. — XI. Esus. Est.

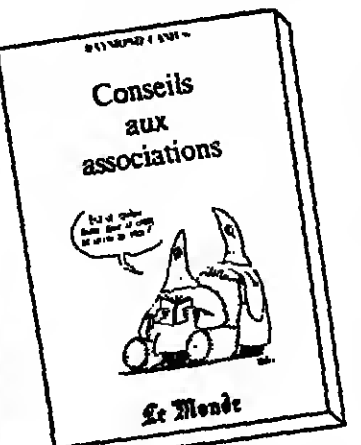
Verticalement

1. Inefficace. — 2. Ex. XG. Nuées. — 3. Mobiliser. — 4. Plot. Centes. — 5. Eau. Purr. — 6. Ite. Eli. Mue. — 7. Gâ. Préteurs. — 8. Nu. Atre. Lit. — 9. Erine. Sufé.

GUY BROUTY.

Conseils aux associations

Cet ouvrage regroupe les chroniques hebdomadaires de Raymond Camus publiées dans « le Monde Dimanche » de 1982 à 1984. Il apporte sous une forme claire et pratique aux associations de toute nature une assistance dans les domaines administratif, juridique, financier et fiscal.



132 PAGES

OUVRAGE DISPONIBLE AU JOURNAL Le Monde

BON DE COMMANDE « CONSEILS AUX ASSOCIATIONS »

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Nombre d'exemplaires (s) X 53,50 F (frais d'expédition inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde Service des ventes au numéro, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



En 200 dessins, la planète dans tous ses états...

les Pershing, les SS 20, l'Afghanistan, le Salvador, le Liban, l'Iran, etc.



EN VENTE EN LIBRAIRIE 55 F

Une co-édition

La Découverte / Le Monde

AFFAIRES

PLUSIEURS ENTREPRISES AMÉRICAINES D'ÉLECTRONIQUE S'INSTALLENT EN ÉCOSSE

Effet boule de neige dans la Silicon Glen

Edimbourg. — La société californienne Indy Electronics, spécialisée dans l'assemblage et le contrôle des circuits intégrés, va construire une usine en Écosse, à Irvine, New-Town. L'investissement se monte à 20 millions de livres, et 500 emplois seront créés dans les cinq prochaines années. Indy a choisi l'Écosse parce que de nombreux fabricants de semi-conducteurs — ses clients — y ont eux-mêmes des usines et peuvent lui confier leur montage de composants. Cinq grands fabricants de « puces » sont, en effet, installés dans la région : les américains Motorola, National Semiconductor, General Instruments, Hughes et le japonais Nippon Electric, lequel a décidé il y a quelques semaines d'agrandir son installation actuelle de Livingston et d'y investir 50 millions de livres.

Le 18 décembre, le constructeur de matériels de bureau Wang, américain lui aussi, inaugurerait en présence du prince Charles sa seconde implantation industrielle en Europe (la première se trouve en Irlande). Wang fabrique ses micro-ordinateurs pour l'ensemble du marché européen à Stirling, employant 700 personnes dans cinq ans. L'usine a coûté 38 millions de livres. Wang rejoint en Écosse IBM, NCR, Honeywell, Digital Equipment, Burroughs, Hewlett-Packard les autres grands constructeurs américains d'informatique.

Les Écossais la nomment « Silicon Glen », vallée du Silicium. Entre Edimbourg et Glasgow, sur 11 kilomètres de long et 5 kilomètres de large, 300 firmes d'électronique emploient aujourd'hui 40 000 personnes. Il s'agit d'une des plus fortes concentrations de sociétés dans ce secteur du monde.

IBM et Honeywell sont présents depuis la fin de la guerre. Le gouvernement écossais a multiplié, à partir des années 70, les aides au développement régional — rénover les infrastructures routières — et les subventions à la création d'emplois qui sont officiellement dans beaucoup de comités de financement de ce qu'autorise la Communauté européenne (30 % du coût de l'investissement) mais qui, en réalité, les dépassent sans doute comme dans beaucoup d'autres régions meurtries en Europe. Petit à petit, de nouveaux groupes étrangers sont arrivés.

Les aides aujourd'hui sont moins importantes que l'attraction « naturelle » des firmes d'électronique

De notre envoyé spécial

pour leurs clients : un constructeur d'ordinateurs est attiré sur place par la présence proche de fabricants de composants. L'investissement du sous-traitant américain Indy en est le dernier exemple : l'électronique fait boule de neige. En 1984, quarante-quatre nouvelles sociétés « étrangères » (1) se sont implantées dans la Silicon Glen, représentant 6 000 à 7 000 emplois nouveaux et 500 millions de livres d'investissements. « Nous avons désormais la masse critique de grandes firmes qui attire des sous-traitants », commente M. Robin Dunlop, le directeur de la Scottish Development Agency. Même Shintech Handout, société japonaise fabriquant du silicium — le matériau de base de l'électronique — est sur place. L'Écosse produit à elle seule 80 % des composants à semi-conducteurs de la Grande-Bretagne. Elle couvre 20 % du marché européen.

Un chômage considérable

Avec le pétrole de la mer du Nord (50 000 emplois en Écosse), l'électronique favorise une reconversion industrielle de la vieille Écosse, région qui vivait avant la crise de son charbon, de son acier et de ses chantiers navals. Chacun de ses trois secteurs traditionnels s'est écroulé ici encore plus vite qu'ailleurs, et leur disparition a provoqué un désastre sur l'économie locale : l'Écosse comptait encore 2 600 dockers en 1971, on n'en compte plus qu'une poignée aujourd'hui. Les chantiers automobiles désertent, comme British Leyland, qui a annoncé la fermeture en 1986 de son usine de camions d'Edimbourg. Le peu qui reste de sidérurgie, comme l'acierie de Ravenscraig (4200 salariés) est menacé, à cause de l'éloignement des marchés. Le transport d'acier écossais acheminé dans le sud coûte 10 livres par tonne. Si la filière électronique se tisse, la filière métallurgique, de la fer à l'auto, se désagrége à allure accélérée.

Au total, la production industrielle est de 50 % inférieure à son niveau de 1978. Le taux de chômage reste donc considérablement élevé en Écosse, à 14,5 % de la population active contre 13 % pour l'ensemble du Royaume-Uni. D'autant que les nouvelles technologies en termes d'emploi ne remplacent pas les anciennes. Pratiquement aucun sidé-

urgiste ou mineur n'a pu trouver sa place sur les chaînes de montage d'ordinateurs. On y embauche plutôt des jeunes au sortir de l'école, ou des femmes : « Nous ne travaillons pas pour les ouvriers licenciés mais pour leurs enfants », reconnaît M. Dunlop.

Pourtant l'Écosse a créé en 1984 plus d'emplois qu'elle n'en a perdus. Les services, greffés sur les nouvelles industries du pétrole et l'électronique mais également de la santé, représentent aujourd'hui 2 millions de salariés. La région semble connaître un réveil des initiatives capitalistes locales, un nouveau dynamisme interne.

Un tel réveil serait salutaire. D'une part parce que les aides publiques régionales seront réduites à l'avenir de 270 millions de livres à 180 millions. Le gouvernement de Londres entend n'aider désormais que les régions les plus touchées, et il n'en manque pas ! D'autre part parce que la majorité des nouvelles usines ont pour propriétaires des groupes étrangers, le plus souvent américains, qui en viennent avec Indy à délocaliser leurs sous-traitants ! Rares sont les investisseurs anglais qui ont un impact important sur l'emploi local. On ne compte aucune implantation de firme en provenance du Vieux Continent. L'Écosse, comme sa sœur de misère l'Irlande, est donc devenue un « porte-avions » des industries américaines et japonaises dans la CEE. Les groupes y trouvent la carte d'identité européenne qu'ils recherchent pour arroser les marchés, sans droits ni taxes, après avoir reçu des subventions.

La Silicon Glen est sans doute une réussite d'économie régionale. La France qui, de son côté, éparpille ses usines d'électronique sur tout son territoire pour guérir un à un ses « échecs sociaux », ferait bien d'adopter la stratégie écossaise : faire de la région la Silicon Glen de la France, qui n'observe chez nos voisins du nord.

Mais il ne reste que la Silicon Glen marine aussi la faiblesse criante du capitalisme européen dans l'électronique. Son absence de projet force les régions malades d'Europe à rivaliser d'aides pour attirer des groupes d'outre-Atlantique ou du Japon, à se transformer en cheval de Troie, à se transformer au bout du compte à mettre en cause la survie de ces mêmes Européens.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Y compris anglaises. En Écosse, les Anglais sont des étrangers.

CONJONCTURE

Les hausses du 1^{er} janvier

Comme chaque année, le 1^{er} janvier est l'occasion d'augmentations — de prestations et de prix — dont nous rappelons ci-dessous les principales.

Prestations familiales : + 3,4 %. Pour deux enfants : 512,64 F ; pour trois enfants : 1 153,44 F ; pour quatre enfants : 1 802,25 F.

Complément familial : 667 F. Allocation parent isolé : 2 403 F + 810 F par enfant.

Minimum vieillesse : + 3,4 %, 2 470 F par mois. Allocation adulte handicapé : + 3,4 %, 2 470 F.

Gaz : + 4,5 % en moyenne ; 6 % pour les barèmes des tarifs à souscription (qui touchent essentiellement les gros industriels).

HLM : + 5,25 % en moyenne, avec une modulation par immeuble

(minimum de 3,25 %, maximum de 7,25 %).

Cinéma : le prix des places peut être relevé de 1 F.

Lodgers : les tarifs de location pour caravanes et bungalows pourront augmenter de 3 %.

Forfait hospitalier : de 21 F à 22 F par jour. En outre, les patients qui, sans être hospitalisés, viendront consulter dans les hôpitaux paieront à partir du 1^{er} janvier le même tarif que celui pratiqué par les médecins de ville. La consultation externe d'un généraliste passe de 26,95 F à 70 F et celle d'un spécialiste de 46,15 F à 103 F.

Les loueurs de camions retrouveront la faculté de fixer librement leurs prix à partir du 1^{er} février 1985. Sauf pour les locations de courts durées des camions de moins de 3,5 tonnes.

SOCIAL

100 millions de francs de l'Etat pour lutter contre la pauvreté en Ile-de-France

L'Etat consacrerait près de 100 millions de francs cet hiver à la lutte contre la pauvreté en Ile-de-France, a indiqué à la presse M. Olivier Philip, préfet de la région-capitale. Cette somme comprend le versement de 20 millions de francs de crédits déjà alloués par le conseil des ministres du 17 octobre dernier et au moins 20 autres millions qui s'y ajouteront au premier trimestre de 1985.

Plusieurs mesures sont déjà engagées qui portent sur le logement : paiement des loyers pour les familles en difficulté grâce à un fonds spécial financé à 35 % par l'Etat ; paiement des factures de gaz et d'électricité pour ceux qui ne peuvent plus les acquies ; mise à disposition par les commissions de la République de 30 % des logements dont ils disposent — soit pour Paris seulement environ 10 000 logements ; logement de familles en difficulté par l'intermédiaire d'associations d'aide ; augmentation des places dans les foyers d'hébergement, qui passeront cet hiver de 6 500 à 7 200 environ ; accueil provisoire dans des foyers déaffectés, des appartements vacants, des chambres d'hôtels remis en état avec l'aide des personnes engagées dans le cadre des travaux d'utilité collective.

Le nombre des repas gratuits servis par les associations d'aide sera

considérablement augmenté : plus de 4 000 par jour, soit deux fois plus qu'en 1984.

Le conseil régional d'Ile-de-France a, enfin, décidé d'allouer 1 million de francs à l'Association d'aide au logement des mères en détresse (ALMD) qui lui permettra de régler la situation de 350 mères de famille. Le conseil participera également à 40 % au financement de la modernisation des cuisines de l'Armée du salut, estimé à 1,4 million de francs.

DES MARINS PARALYSENT LES FERRIES A CALAIS ET A DUNKERQUE

Le trafic trans-Manche des voyageurs est arrêté depuis le 31 décembre, au départ des ports de Calais et de Dunkerque. Les passagers continuent d'être acheminés par le port de Boulogne et grâce aux hovercrafts atterrissant à Calais.

Cette paralysie a été décidée par la CGT, qui entend ainsi protester contre « la décision unilatérale de l'armement naval SNCF de remettre en cause l'accord d'entreprise portant sur les conditions de travail ». Selon le syndicat, les marins s'opposent au « plan de régression sociale de l'armement comportant des réductions d'effectifs qui se traduiraient par 350 pertes d'emploi, par un allongement de la durée du travail et par une réduction des congés ».

Les ferrys le Saint-Germain et le Saint-Eloi devraient cesser tout trafic voyageurs à partir du 1^{er} janvier pour ne plus acheminer que des marchandises entre la France et la Grande-Bretagne.

ÉNERGIE

LA GRANDE-BRETAGNE POURRAIT MAINTENIR LE PRIX ACTUEL DE SON PÉTROLE POUR UN MOIS

Londres (AFP). — La Grande-Bretagne maintiendrait le prix officiel de son brut à son niveau actuel de 28,65 dollars le baril au moins jusqu'à fin janvier 1985 pour laisser le temps aux mesures adoptées par l'OPEP de faire leurs preuves. Des instructions dans ce sens auraient été données par le ministre de l'énergie à la Compagnie nationale des pétroles britanniques (BNOC), affirment les milieux pétroliers. Toutefois, tant le ministère de l'énergie qu'à la BNOC, on se refuse à tout commentaire.

Le brut de la mer du Nord britannique se vendait la semaine passée 2 dollars par baril au-dessous du cours officiel. Et sans raffermissement du marché mondial, la Grande-Bretagne sera contrainte d'abaisser ses prix. Mais, selon les milieux pétroliers, il serait de bonne politique d'attendre la fin du mois de janvier. Si les mesures adoptées par l'OPEP (Le Monde du 1^{er} janvier 1985) ne produisent pas d'effet positif, la Grande-Bretagne pourrait alors rejeter la responsabilité d'une baisse sur l'inefficacité des pays producteurs membres de l'Organisation.

TRANSPORTS

LA VIGNETTE ROUTIÈRE SUISSE TENTE LES FRAUDEURS

Le nouveau vignette de 30 francs suisse (111 FF) que le gouvernement de Berne a rendu obligatoire à partir du 1^{er} janvier pour toutes les voitures suisses ou étrangères circulant sur les autoroutes de la Confédération helvétique excite l'imaginaire des fraudeurs de tout poil.

Une imitation en est apparue, en Italie, dans la région frontalière du canton du Tessin. Elle coûte seulement 2 000 francs, soit 3 francs suisses. Elle serait particulièrement réussie. En outre, un citoyen suisse aurait mis au point un système permettant de décoller la vignette du pare-bras sans l'endommager, pour la placer sur un autre véhicule. Il ne serait ainsi plus nécessaire d'acheter autant de vignettes que l'on possède de voitures.

Il semble que, dans cette course à la fraude, les cantons francophones et italophones devancent nettement la Suisse allemande.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Nouvelle avance

La dernière séance de l'année s'est soldée lundi par une nouvelle avance des cours. A la clôture, l'indice des industrielles enregistrant un gain de 7,40 points à 1 211,57 et le bilan général était très positif. Sur 2 021 valeurs traitées, 983 ont monté, 588 ont baissé et 450 n'ont pas varié. L'activité, cependant, est restée très modérée et 80,26 millions de titres ont changé de mains contre 77,07 millions à la veille du week-end.

De l'avis des « brokers », très déçus en général par l'année 1984, cet ultime sursaut a été dû, pour l'essentiel, au tassement des ventes à caractère fiscal et, pour une moindre part, à la fin de la vente d'une campagne d'achats par les investisseurs institutionnels. Autour du « Big Board », nul ne regrette l'année écoulée, qui a coûté 47,07 points (- 3,7 %) à l'indice Dow Jones.

VALEURS	Cours du 28 déc.	Cours du 31 déc.
Alcoa	38 7/8	37 1/8
A.T.T.	18 1/4	19 5/8
Borg	58 1/4	58 3/4
Chemical Bank	47 5/8	47 3/4
De Pont de Nemours	48 1/8	49 1/2
Eastman Kodak	71 7/8	71 7/8
Exxon	44 3/4	45
Ford	45 5/8	45 5/8
General Electric	58 3/4	58 3/4
General Foods	55 1/4	55 7/8
General Motors	77 3/4	78 1/8
Goodyear	25 5/8	26
I.B.M.	123 3/4	123
L.T.T.	28 3/4	29 5/8
Mobil Oil	28 1/8	27 1/4
Pfizer	42 1/8	42 1/4
Schlumberger	37 3/8	38 1/8
Texaco	34 1/4	34 3/8
U.A.L. Inc.	44 3/8	44
Union Carbide	37 1/4	36 5/8
U.S. Steel	28 1/8	28 1/8
Washington	25 1/2	26 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices globaux de base 100 en 1949

21 déc. 28 déc.

Valeurs françaises : à revenu variable ... 1 847,9 1 862

Valeurs étrangères : à revenu fixe ... 321,8 319,7

Base 100 : 28 décembre 1972

Valeurs françaises : à revenu variable ... 223,3 223,4

Valeurs étrangères : à revenu fixe ... 217,3 218

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices des valeurs françaises

à rev. var. (base 100 au 31-12-1981) ... 184

Dont valeurs industrielles ... 180,1

Micro-entreprises ... 147,8

Métallurgie ... 122,4

Chimie ... 229,2

Banq. et ass. ass. ... 114,4

Construction et équipement ... 153,7

Automobile et accessoires ... 120,8

Indust. de conc. non class. ... 302,2

Agro-alimentaire ... 252,2

Distribution ... 128

Transport ... 189,9

Services ... 220,8

Assurances ... 254,6

Banques ... 256,7

Immobilier et financier ... 190,5

Investissement et portefeuille ... 230,6

Base 100 : 28 décembre 1980

Valeurs françaises : à revenu fixe ... 109,8

Europe de l'Est ... 109,9

Europe centrale et orientale ... 109,8

Russie ... 111,1

Base 100 : 31 décembre 1972

Europe centrale et orientale ... 96,3

Russie ... 105,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice global ... 182,4

Produits de base ... 164,9

Construction ... 116,9

Biens d'équipement ... 158,7

Biens de consommation durable ... 170,9

Biens de consommation non durable ... 246,8

Biens de consommation alimentaire ... 240,8

Services ... 165,5

Sociétés financières ... 251,4

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger ... 182,3

Valeurs industrielles ... 176,7

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice global ... 185,5

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● Création du comité des politiques industrielles agro-alimentaires. — Chargé de donner son avis au ministre de l'Agriculture « sur les actions à conduire pour favoriser le développement des filières et des industries agro-alimentaires, notamment en matière de politique d'aides à l'investissement », ce nouveau comité, institué par un décret paru au Journal officiel du 26 décembre 1984, comprend vingt-quatre membres, fonctionnaires, professionnels,

syndicalistes ouvriers et représentants d'organismes financiers (de droit ou nommés par arrêtés ministériels). Le comité sera présidé par M. Henri-Pierre Culand, inspecteur général de l'Agriculture.

Monnaies

● L'Argentine verse 850 millions de dollars d'intérêts. — L'Argentine a effectué un paiement de 850 millions de dollars au titre des intérêts de sa dette extérieure après l'accord signé le 28 décembre avec la FMI (Le Monde daté 30-31 dé-

cembre). Cette somme a été déposée sur un compte de la Réserve fédérale à New-York au nom de la Citibank, chef de file des banques créancières de l'Argentine, qui se chargera de la redistribution à chaque établissement en fonction des crédits précédemment octroyés. L'opération, comme prévu, a été réalisée grâce à des apports de 500 millions de dollars du Trésor américain, de 100 millions fournis par quatre pays latino-américains et de 250 millions de réserves de la Banque centrale argentine. — (AFP.)

Social

● Progression des dépenses de l'assurance-maladie fin novembre. — Les dépenses de l'assurance-maladie ont augmenté de 12,6 % en rythme annuel à la fin novembre contre 11,2 % à la fin octobre. La progression de 1,4 point constatée fin novembre par rapport à octobre résulte essentiellement de l'augmentation des jours ouvrés (254 contre 252 à la fin novembre 1983). Le rythme de croissance annuelle des honoraires médicaux s'établit à 11,1 % fin novembre. Celui des honoraires dentaires à 11,3 % contre 10,6 % fin octobre.

مكذبا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. L'année 1984 par Plautu.

ÉTRANGER

3. ASIE
- BDE : M. Gandhi a procédé à un renouvellement prudent du personnel politique.
 - CHINE : M. Deng Xiaoping réaffirme que son éventuel départ n'affectera pas la politique d'ouverture.

AMÉRIQUES

4. AFRIQUE
- MALI : le général Traoré révoque cinq ministres et forme un nouveau gouvernement.

EUROPE

SOCIÉTÉ

5. En 1985, le budget des hôpitaux parisiens dépassera 20 milliards de francs.
- Pour la première fois depuis dix ans, suspension de la délinquance et de la criminalité à Paris en 1984.

CULTURE

7. ROCK : la conjugaison des Stranglers.
9. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

11. AFFAIRES : plusieurs entreprises américaines d'électronique s'installent en Écosse.

RADIO-TÉLÉVISION (9)

INFORMATIONS

« SERVICES » (10):

Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Carnet (5) ; Programmes des spectacles (8) ; « Légion d'honneur » (6).

LORS DES FUNÉRAILLES DE FAHD KAWASMEH

M. Yasser Arafat s'en prend à la Syrie

Fahd Kawasmeh, membre du comité exécutif de l'OLP, assassiné samedi devant sa maison à Amman, a été enterré lundi 31 décembre au cimetière Oum el Hiran dans la banlieue de la capitale jordanienne, en présence du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, entouré du premier ministre jordanien, M. Ahmed Obaidat, et de hauts responsables jordaniens et palestiniens. Le roi Hussein était représenté par le grand chambellan du royaume, l'émir Raad ben Zayed.

Prenant la parole à l'issue de la

En Pologne

TROIS CENT SOIXANTE ET ONZE « CLANDESTINS » ONT PROFITÉ DE L'AMNISTIE

Trois cent soixante et onze militants de Solidarité, qui se trouvaient dans la clandestinité, ont profité de la possibilité qui leur était offerte par la loi d'amnistie de se présenter aux autorités avant le 1^{er} janvier 1985, a annoncé lundi 31 décembre un porte-parole officiel. Toutes ces personnes ont été laissées en liberté, a ajouté le porte-parole.

La grande majorité des responsables des structures clandestines du syndicat n'ont cependant pas refait surface (à l'exception de MM. Eugeniusz Szumiejkio, ancien membre de la commission provisoire de coordination, et Zbigniew Janas, responsable en second pour la région de Varsovie, qui ont décidé, pour des raisons personnelles et avec l'accord de leurs camarades, de reprendre une vie normale). Le président « élu » du syndicat dissous, M. Lech Walesa, a déclaré à ce propos que plusieurs centaines de personnes restaient dans la clandestinité, dont certaines structures seraient bientôt modifiées. (UPL, AP.)

La loi d'amnistie signifiait que, pour bénéficier de l'amnistie, les anciens militants clandestins devaient faire connaître aux autorités quelles avaient été leurs activités « illégales » et, dans certains cas, leur remettre le matériel utilisé (en particulier pour l'imprimerie). Cette disposition ne semble cependant pas avoir toujours été appliquée avec rigueur.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} janvier 1985 a été tiré à 363 077 exemplaires

A B C D E F G

« Nuit bleue » à Nouméa

Les trois attentats à l'explosif n'ont pas fait de victime

Les trois attentats à l'explosif (qui n'ont pas fait de blessés) survenus dans la nuit du 31 décembre 1984 au 1^{er} janvier 1985 à Nouméa, capitale de la Nouvelle-Calédonie, ont été qualifiés, ce mardi 1^{er} janvier, de « provocation » par M. Yewane Yewane, porte-parole du « gouvernement provisoire » de l'FLNKS (indépendantiste). M. Yewane a déclaré à l'AFP : « Certains veulent faire croire à l'opinion publique métropolitaine et internationale que l'ordre n'est pas rétabli en Nouvelle-Calédonie. Nous condamnons, a-t-il ajouté, toutes les formes d'action qui peuvent nuire aux négociations avec le gouvernement français et qui pourraient porter atteinte au calendrier établi par M. Edgard Pisani. » M. Pierre Maresca, ministre du gouvernement pour la

Nouvelle-Calédonie a affirmé pour sa part : « Une fois de plus, il est démontré que l'ordre n'est pas rétabli sur le territoire. »

L'un de ces attentats a déjà été revendiqué par un « comité national contre l'indépendance ». Selon les témoins et d'après les premiers éléments de l'enquête, des Européens pourraient être les auteurs de ces attentats.

De son côté, M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, a déclaré, lundi 31 décembre, au cours d'une réception donnée à l'occasion de ses quatre-vingt-trois ans, que, en Nouvelle-Calédonie, « il semble que l'on brade tout ».

De notre correspondant

Nouméa. — La première « nuit bleue » qu'il n'a jamais vécue la Nouvelle-Calédonie a été celle de la Saint-Sylvestre. Pour la première fois depuis le début des troubles, Nouméa a connu une série d'attentats à l'explosif qui n'ont pas fait de victime.

Le premier s'est produit mardi vers 2 h 15. Une forte déflagration a soulevé une partie de la façade de la poste centrale de Nouméa. Une charge de dynamite avait été déposée dans la cabine téléphonique se trouvant à l'intérieur de la partie accessible la nuit. Selon des témoins, un Européen muni d'un sac serait prestement descendu d'une Peugeot 504 beige pendant que deux autres hommes — un Européen et un métais — l'attendaient dans le véhicule. Il serait ressorti au bout de quelques secondes les mains vides. Peu après, la bombe explosait.

Une dizaine de minutes plus tard, le même scénario se reproduisait dans un autre quartier de Nouméa, plus habité et plus animé au cours de cette nuit de réveillon. Un homme déposait devant la façade d'un magasin des bâtons de dynamite dont il allumait la mèche. La violente déflagration a entraîné l'explosion de bouteilles de gaz dont des débris ont été retrouvés à plusieurs dizaines de mètres. Les dégâts ont été plus importants qu'à la poste puisque plusieurs véhicules en stationnement ont été endommagés, et les vitres des immeubles voisins brisées. Là encore ont été aperçus les mêmes acteurs et le même véhicule.

Le dernier attentat est survenu dans le parking souterrain d'un

immeuble situé dans un autre quartier résidentiel de Nouméa, à deux cents mètres du domicile du député RPR, M. Jacques Lafleur. Une charge de dynamite avait été placée sous une voiture, qui a été sérieusement endommagée elle aussi. Ici, en revanche, peu de témoins.

Cette série d'actions a été revendiquée par un groupuscule d'extrême droite calédonienne, le « Comité national contre l'indépendance ». Jusqu'à ce 1^{er} janvier, il n'avait signé aucun engagement de ce type. Il s'agit simplement illustré en octobre 1984 en diffusant un tract dont les termes étaient sans ambiguïté : « Pour nous, disait-il, la liberté est au bout du fusil, et ces fusils, nous savons nous en servir. Nous prenons l'engagement sur l'honneur de garder la Nouvelle-Calédonie à la France. Malheur à ceux qui s'y opposeraient ! »

Lors d'un appel reçu mardi matin par un particulier, un correspondant anonyme a indiqué que l'attentat de la poste exprimait « un premier avertissement lancé au gouvernement ». Sur les autres bombes, pas un mot.

Les premiers témoignages et éléments d'enquête semblent accorder à la thèse d'une action émanant d'anti-indépendantistes. Le séant d'un magasin visé a indiqué qu'il avait des ventes de menottes, ces derniers jours, d'individus lui reprochant ses liens supposés — que l'intéressé nie formellement — avec un certain M. Dang, considéré par nombre

AU LIBAN

Beyrouth est toujours coupée en deux par les barrages des parents de disparus

Le passage d'un secteur à l'autre de Beyrouth est resté pratiquement impossible, lundi, compromettant l'accès des habitants des quartiers est à l'aéroport.

Le comité des parents des victimes d'enlèvements de Beyrouth-Ouest maintient en effet son blocus des voies de passage pour obtenir des autorités qu'elles fassent enfin la lumière sur le sort de milliers de disparus, victimes, selon eux, de militaires israéliens.

Depuis le début de ce mouvement, déclenché jeudi dernier après le suicide de la mère d'un enfant de treize ans disparu en mars 1984, « la police ni l'armée ne sont intervenues pour dégager les obstacles, parfois dérisoires, placés en travers des routes ».

Le gouvernement, estime les observateurs, ne veut pas avoir recours à la force contre des militants d'extrême gauche. De plus, certains parents des disparus font partie des milices qui contrôlent Beyrouth-Ouest, et on a même vu des camionnettes de militaires apporter de vieux pneus pour alimenter les feux des barrages.

La comitité des parents de Beyrouth-Ouest est résolu à poursuivre son action au moins jusqu'à la réunion du conseil des ministres de ce mercredi, en attendant une éventuelle initiative gouvernementale.

AU DANEMARK

L'impatience des Groenlandais

De notre correspondante.

Copenhague. — En principe, le Groenland aurait dû quitter la CEE le 1^{er} janvier 1985. Mais ce « divorce » n'a pu avoir lieu, officiellement, à cette date. En effet, les députés irlandais, comme leurs collègues des autres pays membres, doivent auparavant ratifier les accords économiques conclus entre Bruxelles et Copenhague, en vue de permettre au territoire arctique de poursuivre son développement dans les meilleures conditions. Or le Parlement irlandais est en vacances jusqu'à la fin janvier. L'excédent groenlandais a très mal pris ce léger retard. A l'issue d'une réunion convoquée d'urgence, le jeudi 27 décembre, à Godthaab,

ses membres ont annoncé qu'ils n'entendront pas tenir compte de cet ajournement.

M. Ellemann-Jensen, le ministre danois des affaires étrangères, a mis en garde le gouvernement groenlandais contre une rupture unilatérale qui risque de remettre en question les arrangements économiques que l'on avait eu tant de mal à négocier ces derniers mois, en particulier dans le domaine de la pêche.

En fait, les Groenlandais ont surtout hâte de pouvoir taxer les produits alimentaires qu'ils importent de la CEE.

C. O.

Les vœux du chef de l'Etat : « Union, courage, effort »

M. François Mitterrand a présenté, lundi soir 31 décembre, ses vœux aux Français. Comme chaque année depuis 1981, le président de la République a lu un message qui était sous-titré, sur les écrans de télévision, à l'attention des malentendants.

Son intervention a été plus brève qu'à l'ordinaire. Il est vrai que le chef de l'Etat aura l'occasion de s'exprimer à nouveau dans les jours prochains, de « dire la vérité des Français aux Français ».

Il y a un an, Jorajque, le 31 décembre 1983, M. Mitterrand s'était livré au même exercice. Il n'avait rien promis d'autre au pays que « la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ». « Ce qui a été réalisé en ce sens, avait-il précisé, l'a été grâce à vous, qui croyez en la France. »

Un an plus tard, le climat politique est détérioré à un point tel que le chef de l'Etat est contraint, pour s'en tenir à l'objectif fixé, d'en passer par l'appel rituel à l'unité du pays. Aux Français qui « se divisent à tout propos », il recommande, un rien paternel, la « tolérance ». Cela permet d'espérer qu'ils « s'unissent sur l'essentiel ». Soit, constamment exprimé par le président de la République.

Voici le texte de l'allocution

du président de la République :

« Mes chers compatriotes, ce

soir, partout en France, nous

souhaiterions la bonne année à

ceux que nous aimons. Mais

nous pensons d'abord à ceux

qui souffrent en ce jour de

maladie, de détresse, de

chagrin de toutes sortes. Nul

ne peut vivre sans espoir. Aussi

mon premier vœu sera-t-il que

nous soyons plus solidaires.

« Mon deuxième vœu découle

du premier. Que les Français

s'unissent sur l'essentiel. Vous

le constatez comme moi, ils se

divisent à tout propos, alors

qu'ils sont si forts, rassemblés.

« Permettez-moi un souvenir

tout à fait personnel. Grands

parents, parents, huit frères et

sœurs, cousins : nous n'étoions

jamais moins de quinze à vingt à

la maison dans notre petite ville

de Charente. Quand nous

félicitions le Nouvel An, il n'y

avait pas de discours. Mais

je me souviens encore un

mot qui revenait constamment

dans la bouche de mon père :

« Soyons tolérants entre

vous », disait-il à notre

troupe turbulente.

« En bien ! mes chers

compatriotes, un pays est comme

une famille. On n'a pas les

mêmes goûts, on n'a pas les

mêmes idées, mais on a la

même patrie. Et soyez-en

fiers, car c'est la patrie, si

nous traitons les problèmes

graves, difficiles, de l'heure

changement, de l'heure

Nouvelle-Calédonie, avec

esprit de tolérance, vous

verrez que nous les

régions dans l'intérêt de tous.

« Et puis, dans le monde très dur

où nous vivons, où l'on n'a

rien.

pour rien, il faut que vous

comprenez que la France a besoin

de l'union de tous ses enfants.

« Mon troisième vœu sera

plus simple : bonne année pour

l'Europe, afin que la jeunesse

d'aujourd'hui puisse entrer de

plein pied dans la siècle prochain.

Nous avons le droit d'être fiers,

nous Français. Ce sont deux

révolutions qui, voici trente-cinq

ans, ont inventé l'Europe de la

Communauté. Et c'est chez nous,

à Fontainebleau, au mois de juin

dernier, qu'elle a rapatrié

conscience d'elle-même.

Puisqu'on parle de grands

projets pour la jeunesse, en

voilà un. Qui, bonne année

pour l'Europe !

« Et bonne année aussi pour

la paix ! Bientôt, les Etats-Unis

d'Amérique et la Russie sovié-

tique se retrouveront à Genève

pour discuter désarmement. Il

faudra attendre. Les tensions

gravent et des millions d'êtres

humains meurent de faim. Tout

est là. Je souhaite que le

dialogue Est-Ouest laisse enfin

le champ libre au dialogue

Nord-Sud. C'est le seul dialogue

de l'humanité.

« Mes chers compatriotes,

ma mission est de dire la vérité

des Français aux Français. Cette

mission, je la remplis. Nous

avons traversé bien des crises,

sûrs bien des épreuves dans

notre histoire. Celle d'aujourd'hui

n'est pas la pire. Mais elle

exige les mêmes vertus : l'

union, le courage et l'effort.

C'est avec ce bagage qu'on

gagne les victoires. Et moi je

crois de toutes mes forces à la

France qui gagne.

« Bonne année à la réussite

de la France ! Vive la République,

vive la France ! »

Découpage cantonal : la bataille de mars

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand avait enregistré avec jubilation, à l'époque, le « score le plus important jamais réalisé par le Parti socialiste dans son histoire » (près de 27 % des suffrages exprimés au premier tour) et le Parti communiste, en léger retrait par rapport aux consultations précédentes, se situait encore au-dessus de 22 %.

Après les cantonales de 1982, les municipales de 1983, les cantonales de mars prochain confirmeront le recul de la gauche. Les élections partielles l'indiquent, dimanche

après dimanche. L'électorat de gauche est délabré.

Comment limiter les dégâts ? La direction du Parti socialiste, qui conçoit l'échec de mars comme un ballon d'essai dans la perspective des élections législatives, souhaite politiser le débat. Elle n'aura pas besoin de se forcer outre mesure, puisque l'opposition a tout intérêt à choisir la politisation et donc à l'embarquer sur ce terrain. Mais elle devra forcer la main à ses élus sortants et à ses nouveaux candidats. Ceux-ci sont plus portés à limiter les élections cantonales à des enjeux locaux, conformément au comportement traditionnel des représentants d'une majorité en difficulté. Le retour en force, dans les médias, au mois de janvier, de MM. Mitterrand et Fabius devrait les inciter à un peu plus d'enthousiasme.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Au « Journal officiel »

CINQUANTE ET UN CANTONS SUPPLÉMENTAIRES

Le Journal officiel du dimanche 30 décembre a publié des décrets pris au titre du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, portant modification et création de cantons dans les vingt et un départements suivants : Ain, Ariège, Drôme, Eure-et-Loir, Gers, Indre-et-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire, Tarn, Haute-Vienne, Territoire de Belfort, Hauts-de-Seine et Val-de-Marne. Dans le cadre de ce premier redécoupage électoral, cinquante-deux cantons sont créés, dont dix dans le Val-de-Marne, et un canton supprimé.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a déjà fait savoir à plusieurs reprises qu'au total le redécoupage cantonal aboutirait à la création de cent à cent-cinquante cantons nouveaux.

M. CHIRAC

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

LE 7 JANVIER

M. Jacques Chirac, président du

RPR, sera l'invité de « L'heure de

vérité », le 7 janvier sur Antenne 2.

Le maire de Paris sera interrogé par

Alain Duhamel, Albert du Roy et

Jean-Marie Colombani, chef du

service politique du Monde.

« PRÉCISION. — M. Hughes

Portelli, dont nous avons cité, dans

nos éditions du 1^{er} janvier, la

chronique publiée par la Croix du 29

décembre, nous prie de préciser

que les collaborateurs de ce journal

« sont indépendants de toute

allégeance à quelque groupe

politique que ce soit ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».

« Ce soir ».